

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 JUIN 1926.

Budget

du Ministère des Sciences et des Arts pour l'exercice 1926 (1)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. HEYMAN

MESSIEURS,

Le projet de budget recueille l'adhésion de toutes les sections. Il est fixé :

1° Pour les dépenses ordinaires, à la somme de . . . fr.	325.623.446,20
2° Pour les dépenses extraordinaires, à la somme de. . .	94.651.800 »
Au total donc, à fr.	420.275.246,20

Le budget de 1925 était fixé à 425.705.100 francs. Pour 1926, une réduction de fr. 5.429.853,80 est donc prévue.

Une question que l'on voit continuellement surgir, au cours des discussions dans les sections, c'est celle des trainards à l'école primaire.

En 1924 et 1925 déjà, ce problème si important fut examiné par M. Gollier, notre ancien collègue, dans les rapports remarquables qu'il présenta sur le budget des Sciences et des Arts.

Grâce au cri d'alarme que firent entendre la Commission spéciale de l'enseignement et son rapporteur, ce problème se trouva placé au premier rang de nos préoccupations et retint l'attention spéciale du Ministre et de tous ceux qui se soucient de l'avenir de notre enseignement populaire.

L'examen *pratique* de cette *situation*, la détermination de ses *causes* et la recherche de la *solution* qu'il convient d'y donner, est une œuvre si élevée et si importante que nous voulons y consacrer les premières pages de notre rapport.

La question des trainards à l'école primaire. Situation. — En 1924 et 1925

(1) Budget, n° 4xvii.

(2) La Commission présidée par M. Lemonnier, était composée :

1° des membres de la Commission de l'Intérieur, de l'Enseignement, des Sciences et des Arts : MM. Blavier, Bouchery, Cocq, Declercq, Desaeagher, Destrée, Doms, Heyman, Melckmans, Merlot, Ramaekers, Rombauts, Siffer, Vandeveld (Joseph), Van Isacker.

Theelen, Lepage,

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 JUIN 1926.

Budget

du Ministère des Sciences et des Arts pour l'exercice 1926 (1)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. HEYMAN

MESSIEURS,

Le projet de budget recueillit l'adhésion de toutes les sections. Il est fixé :

1° Pour les dépenses ordinaires, à la somme de . . . fr.	325.623.446,20
2° Pour les dépenses extraordinaires, à la somme de . . .	94.651.800 »
Au total donc, à fr.	420.275.246,20

Le budget de 1925 était fixé à 425.705.100 francs. Pour 1926, une réduction de fr. 5.429.853,80 est donc prévue.

Une question que l'on voit continuellement surgir, au cours des discussions dans les sections, c'est celle des trainards à l'école primaire.

En 1924 et 1925 déjà, ce problème si important fut examiné par M. Gollier, notre ancien collègue, dans les rapports remarquables qu'il présenta sur le budget des Sciences et des Arts.

Grâce au cri d'alarme que firent entendre la Commission spéciale de l'enseignement et son rapporteur, ce problème se trouva placé au premier rang de nos préoccupations et retint l'attention spéciale du Ministre et de tous ceux qui se soucient de l'avenir de notre enseignement populaire.

L'examen *pratique* de cette *situation*, la détermination de ses *causes* et la recherche de la *solution* qu'il convient d'y donner, est une œuvre si élevée et si importante que nous voulons y consacrer les premières pages de notre rapport.

La question des trainards à l'école primaire. Situation. — En 1924 et 1925

(1) Budget, n° 4xvii.

(2) La Commission présidée par M. Lemonnier, était composée :

1° des membres de la Commission de l'Intérieur, de l'Enseignement, des Sciences et des Arts : MM. Blavier, Bouchery, Cocq, Declercq, Desagheer, Destrée, Doms, Heyman, Melckmans, Merlot, Ramaekers, Rombauts, Siffer, Vandevelde (Joseph), Van Isacker.

2° De six membres désignés par les Sections : MM. Raemdonck, Theelen, Lepage, Doms, Berloz, Winandy. j

déjà, M. Gollier attira l'attention sur le nombre encore grand d'élèves arriérés que l'on trouve dans nos écoles primaires, c'est-à-dire sur le pourcentage minime d'ecoliers qui terminent le quatrième degré, au cours de leur dernière année de fréquentation scolaire obligatoire.

Des statistiques élaborées relativement à cette matière, fournissent, entre autres, les chiffres suivants :

4.5 p. c. de la population ordinaire achèvent le quatrième degré;

10 à 15 p. c. du total des élèves accusent un retard de plus de deux ans sur le développement intellectuel normal.

Une statistique faite en 1924, en prenant pour base 32,500 élèves environ, fournit les chiffres suivants :

Élèves qui sont en avance d'une année	3 p. c.
Élèves qui sont dans la classe correspondant à leur âge	45.1 p. c.
Élèves qui sont en retard d'une année	28.2 p. c.
Élèves qui sont en retard de deux ans	14.9 p. c.
Élèves qui sont en retard de trois ans ou plus	8.8 p. c.

Qui pourrait mentionner le nombre de causes qui ont entraîné pour certains enfants un retard d'un an dans leurs progrès à l'école ? Parmi ces causes, combien y en a-t-il qui perdureront, et combien sont issues de la guerre ?

Tout en tenant compte de ceci, nous pouvons admettre que dans le cas cité plus haut, $3 + 45, 1 + 28.2 = 76.3$ p. c. des élèves ont fait à l'école des progrès *plus ou moins* réguliers ; mais, il reste malgré tout, un nombre très appréciable d'élèves — 23.7 p. c. — c'est-à-dire un quart environ, dont les progrès s'écartent fortement de la normale.

Le Ministère des Sciences et des Arts a attiré l'attention des instituteurs sur ce problème très important. C'est-ce qui a donné lieu à un premier effort en vue de remédier au retard. Aussi, il est encourageant de constater le fait suivant dans un des cantons scolaires :

	1924	1925
	—	—
Dans la classe correspondant à leur âge ou en avance		
d'un an	45.7 p. c.	52.2 p. c.
En retard d'un an	28.6 —	24.4 —
En retard de deux ans	15.2 —	15.1 —
En retard de trois ans ou plus	10.5 —	8.3 —

Nous pensons que le fait d'attirer de façon répétée l'attention des instituteurs sur cette question d'intérêt national, ne peut qu'exercer une influence favorable sur la situation ; nous pensons aussi qu'il y aurait lieu d'incorporer dans les attributions du chef d'école, celle de dresser obligatoirement au début de l'année scolaire, immédiatement après le passage des élèves dans une classe supérieure, une statistique relative aux trainards, ainsi que celle — obligatoire aussi — d'établir par un examen se rapportant aux branches principales, s'il n'est pas possible de réduire le nombre des trainards.

Nous demandons donc si l'honorable Ministre n'estime pas qu'il est désirable et possible d'inviter les chefs d'école à transmettre, endéans les dix premiers jours de l'année scolaire, pareille statistique à l'inspecteur, en indiquant les causes du retard ; l'honorable Ministre aurait l'assurance que la communication de cette statistique, à refaire chaque année, éveillerait, chez le personnel enseignant

l'amour propre et le sentiment du devoir, au grand avantage du passage régulier des élèves d'une année d'études à l'autre.

CAUSES. — Le fait qu'il n'y a que ± 50 p. c. d'élèves qui se trouvent dans la classe de leur âge, doit avoir des raisons multiples.

Nous ne nous attarderons guère à celles qui, étant une conséquence de la période de guerre, sont inévitables pour le moment, mais appartiendront bientôt au passé.

Nous ne voulons pas davantage attirer l'attention sur les causes à caractère permanent, qui se présentent en temps normal, telles : les maladies infantiles, les changements de domicile, etc., qui *peuvent* mais ne *doivent* pas nécessairement retarder l'enfant d'une année scolaire.

Il résulte, d'ailleurs, des rapports des inspecteurs officiels de l'enseignement primaire, que la fréquentation de l'école devenant de plus en plus régulière, l'irrégularité doit de moins en moins être considérée comme une des causes de retard.

D'autre part, nous constatons qu'un Arrêté royal, du 10 novembre 1925, règle l'obligation scolaire pour les enfants des chefs de famille qui n'ont pas de résidence fixe.

Nous émettons également le vœu que la question des enfants anormaux ou arriérés reçoive, à bref délai, une solution appropriée. A notre avis, celle-ci ne peut se trouver que dans la création de bons internats avec écoles professionnelles annexées, dont les résultats déjà acquis prouvent que des anormaux éducatibles peuvent acquérir les connaissances de la 4^e, de la 5^e et même de la 6^e année d'études, et arriver ainsi à gagner leur vie au moyen d'un travail manuel.

Nous pensons que la cause *principale* de l'absentéisme doit être cherchée dans une conception erronée du *but* de l'école primaire, qui est l'école de l'enfant du peuple.

C'est, en effet, une grande *vérité pédagogique* que « l'école existe pour l'enfant et non point l'enfant pour l'école ». Partant de ce principe, nous pouvons dire que tout enfant devrait pouvoir atteindre, au moyen de l'enseignement primaire, le plus haut degré de développement possible en conformité avec son individualité propre.

Par ce développement nous entendons en ordre principal la *formation* bien plus que l'acquisition de connaissances scientifiques, quoique nous ne sous-évaluons point l'influence de l'enseignement sur la formation.

Il n'en est pas moins vrai, que des élèves de 14 ans qui n'ont pu arriver plus loin que la 4^e ou la 5^e année d'études, possèdent non pas une demi-formation scolaire mais bien une *formation mal comprise et erronément dirigée*, du fait qu'ils ont passé la dernière série de leurs années d'études dans des classes où l'éducation physique, intellectuelle, morale et sociale fut envisagée pour des élèves de 9 à 10 ans et non pour des élèves de 13 à 14 ans.

Notre école primaire, en tant qu'école pour la formation de l'enfant du peuple, devrait constituer un milieu dans lequel tout enfant normal, même s'il est quelque peu réfractaire à l'enseignement, puisse, pendant le terme de l'obligation scolaire, parfaire ses huit années d'études. Il faudrait éviter avec le plus grand soin de garder un élève pendant deux ans dans la même année d'étude, et, en conséquence devrait-on, pour le « passage » des élèves, plutôt tenir compte de leur âge et de leurs qualités morales que de leur savoir scolaire.

Nous n'ignorons point qu'en suivant cette méthode tous les élèves de 14 ans

ne se trouveront sans doute pas au même niveau intellectuel ; mais, d'autre part, nous aurons incontestablement atteint plus d'homogénéité dans la formation individuelle que chaque élève est en droit d'attendre de l'école.

Ce but, peut-il être atteint par l'organisation actuelle de l'école ?

SOLUTION. — Les statistiques démontrent que les élèves qui *fréquentent une école se composant de classes qui ne comportent qu'une seule année d'études*, n'avancent pas nécessairement d'une façon normale ; il résulte plutôt de ces documents que les enfants font des progrès plus réguliers dans les écoles qui comprennent quatre classes que dans celles qui en comprennent cinq et davantage. Il peut paraître un anormal, que l'école qui dispose de moindres moyens, donne les meilleurs résultats scolaires, mais la chose semble être prouvée par les faits.

Nous pouvons donc nous demander si, en vue des progrès scolaires et du développement intellectuel des élèves, la division en classes comportant une seule année d'études offre des avantages ou des inconvénients ?

Tous les hommes d'enseignement ne sont pas d'accord à ce sujet et il n'entre pas dans nos intentions de résoudre le problème. Les adversaires de cette méthode font valoir qu'une école primaire qui ne compte que quatre classes pour les huit années d'études est plus appropriée à l'avancement régulier des élèves, que l'école comptant huit classes, c'est-à-dire, une classe par année d'études ; dans ce dernier cas, les moyens échappent ou ne sont pas appliqués.

Dans une école primaire qui ne compte que quatre classes, l'instituteur tient l'élève pendant deux années sous sa direction, ce qui évite les tâtonnements annuels aux fins de connaître les meilleurs moyens d'assimilation pour chaque élève ainsi que les méthodes qui l'incitent au travail personnel.

On prétend en outre, que dans une classe comportant deux années d'études, les élèves, bons et mauvais, peuvent suivre d'une façon plus régulière.

Il paraît également prouvé, que dans une classe comportant une seule année d'études, on perd plus de temps à la répétition de matières enseignées dans une classe précédente, que s'il s'agit de classes comportant plusieurs années d'études ; il arrive, d'autre part, que dans le premier cas l'instituteur entrave la méthode *active*, alors que dans la seconde supposition les élèves font plus de travail personnel et montrent plus d'initiative dans l'élaboration d'un travail d'application écrit.

Quand nous consultons le règlement-type de 1922, nous pouvons supposer que celui-ci préconise plutôt la division de classes par degré et non par année d'études. En effet, l'article 5 stipule que « si l'école comprend plus de quatre classes, il pourra y avoir des classes parallèles comportant chacune au moins deux divisions. Le groupement des élèves pourra alors se faire de telle sorte que certaines classes soient réservées aux enfants retardés au point de vue scolaire ».

Par contre, — c'est la thèse des adversaires — lorsqu'il s'agissait ces dernières années d'étendre les écoles dans les petites villes et même dans certaines communes, nous avons cru y voir se déterminer une orientation vers la division en classes d'une seule année d'études, ce qui semblerait indiquer qu'une école avec 8 classes d'une année d'études doit être considérée comme une école modèle au point de vue de la division des classes.

Nous est avis que cette tendance vers les classes d'une seule année d'études

n'est pas de nature à servir en ordre principal les intérêts de l'enfant et ne favorise nullement la solution du problème des retardataires.

De puissants courants se font jour actuellement, au dedans et au dehors de l'école primaire, aux fins de trouver un régime de classes qui s'adapte mieux à la mentalité et au caractère de l'enfant de notre époque en particulier ; et il ne sied certes pas de rester obstinément stationnaire en la matière, car ne pas avancer c'est reculer.

Nous ne pouvons rester insensibles au problème des retardataires, surtout quand nous envisageons les essais qui ont été faits en ce domaine en Amérique, en Angleterre et ailleurs, et dans notre pays même.

Une révolution brusque dans la répartition des élèves n'est jamais avantageuse, à raison de la nécessité de les préparer en vue de l'application de mesures nouvelles ; mais nous pensons qu'il serait fort utile, en vue de la solution du problème des trainards à l'école primaire, que l'honorable Ministre signalât aux directeurs des écoles comprenant plus de quatre classes, la grande importance de classes parallèles bien organisées et les invitât à appliquer, partout où la possibilité existe, les dispositions de l'article 5 du règlement-type.

Nous en voyons la possibilité et nous estimons que la préparation du personnel enseignant actuel suffit pour permettre la création dans les écoles comprenant cinq classes et plus, d'une *école double* en quelque sorte, dont l'une serait destinée aux élèves qui apprennent facilement et l'autre aux élèves faibles.

Une école primaire comptant huit classes d'une année, pourrait, à notre avis, bien mieux résoudre le problème des trainards et assurer la fréquentation d'un quatrième degré par les très nombreux élèves de 14 ans, si l'on y introduisait le système de l'école double.

Une école de ce genre comprendrait quatre classes, chacune de deux années d'études, pour les élèves bien doués et quatre classes, chacune comportant deux années d'études, pour les élèves faibles.

Une répartition de ce genre donnerait plus d'effet à la méthode active véritable ; elle ne mettrait pas obstacle au développement intellectuel des élèves doués et permettrait aux élèves faibles d'atteindre le degré de développement le plus élevé possible ;

elle assurerait mieux l'éducation physique, morale et sociale des élèves faibles ;

elle augmenterait la satisfaction qu'éprouvent les instituteurs dans l'accomplissement de leur tâche, attendu que les classes seraient composées d'éléments plus homogènes au point de vue du développement.

Il est certain qu'il existera une sensible différence, au point de vue de la somme des connaissances recueillies à l'école, entre les élèves d'un quatrième degré du groupe A et ceux d'un quatrième degré du groupe B, attendu que le programme d'études serait interprété et réglé d'après le pouvoir d'assimilation et de compréhension des élèves faibles du groupe B. Mais nous pouvons nous représenter dans une certaine mesure, le degré élevé de développement, que pourrait acquérir, grâce à l'application du système de l'école double, les élèves qui, actuellement, quittent l'école primaire à l'âge de 14 ans sans avoir dépassé la 4^e, 5^e ou 6^e année d'études, parce qu'ils sont moins doués que d'autres.

Dans une circulaire du 19 novembre 1925, l'honorable Ministre a cité les paroles suivantes du professeur Masaryk : « La réforme de l'enseignement n'est rien d'autre que la réforme du personnel enseignant. » L'honorable Ministre estime que cette idée contient une grande vérité. En effet, elle montre la bonne voie,

Nous estimons aussi que la question des trainards à l'école primaire trouvera avec certitude une solution, le jour où le personnel enseignant acceptera avec enthousiasme une autre idée fondamentale : « L'école existe pour l'enfant et l'enfant n'existe pas pour l'école ».

Voilà, pensons-nous, un résumé fidèle du point de vue de quelques hommes d'enseignement méritants; ceux-ci estiment que le système de « l'école double » peut contribuer largement à réduire le nombre des « trainards ». Notre but fut uniquement d'examiner et d'éclairer ce très important problème sous un angle pratique; nous sommes convaincus que cette solution attirera l'attention de l'honorable Ministre.

* * *

Quelle a été l'activité du Département des Sciences et des Arts au cours de l'année écoulée à l'égard de notre enseignement primaire, normal, moyen, supérieur, et des Beaux Arts ?

Quelles sont les initiatives prises dans ces différents domaines par M. le Ministre ?

Voilà deux questions qui résument, en fait, toute une série de questions, posées en sections par un grand nombre de nos collègues. Nous allons tâché de leur donner — incomplètement encore, nous tenons à le dire — une réponse à ces questions.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET NORMAL.

L'activité de l'honorable Ministre des Sciences et des Arts s'est fait sentir dans tous les domaines de l'enseignement. Le budget de 1926 décèle plusieurs initiatives dont nous nous bornerons à signaler les plus marquantes.

Le home pour enfants de bateliers.

L'article 5 de la loi organique de l'enseignement primaire dispose « qu'un arrêté royal règle la façon dont les chefs de famille n'ayant pas de résidence fixe (bateliers, forains, marchands ambulants, etc..) ont à s'acquitter des obligations qui pèsent sur eux en vertu de la loi ». Jusqu'à présent aucune disposition n'avait été prise pour mettre les enfants de ces familles en état de recevoir l'instruction primaire d'une façon ininterrompue. L'honorable Ministre a ouvert à Anvers (arrêté royal du 7 octobre 1925) un home qui leur était spécialement destiné. Cette tentative a été couronnée de succès : de huit élèves au début, la population de ce home est passée à 44 élèves. D'autre part, le geste du Ministre a encouragé l'initiative privée : de nouveaux établissements libres se sont ouverts cette année.

Il reste à doter ces institutions d'un statut bien déterminé : le projet de loi réglant cette question est soumis actuellement aux Chambres législatives.

Régime linguistique des écoles (Art. 20).

A la suite d'une enquête menée par l'inspection, M. le Ministre fut amené à examiner la question de l'application de l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire réglant le choix de la langue véhiculaire de l'enseignement.

Sa circulaire du 28 avril 1926 règle la question.

Il apparaît comme évident que l'enseignement par la langue maternelle supprimera une des causes de surmenage et d'arriération des enfants.

Congés et mise en disponibilité du personnel enseignant.

L'existence de certains abus amena M. le Ministre à prendre une série de mesures dictées à la fois par le désir de garantir la bonne marche de l'enseignement et de comprimer les dépenses en combattant l'absentéisme scolaire du personnel enseignant.

L'Arrêté royal du 12 août 1925 porte suppression du traitement d'attente des instituteurs en disponibilité pour cause de maladie, si les intéressés réunissent les conditions voulues pour être admis à la retraite sur leur demande et s'ils sont reconnus définitivement hors d'état d'exercer leurs fonctions ou s'ils sont déclarés en état d'exercer leurs fonctions et qu'ils tardent à reprendre leurs cours.

La circulaire du 14 août 1925 organise le contrôle des congés pour cause de maladie par les autorités scolaires qui ont le droit de s'assurer de la sincérité des motifs invoqués, soit en faisant examiner les intéressés par un médecin de leur choix, soit en demandant leur comparution devant le Comité de Contrôle.

L'Arrêté royal du 24 février 1926 simplifie le fonctionnement des comités de contrôle et relève légèrement la modique rémunération des membres desdits comités.

Traitement des instituteurs.

Pour activer la liquidation des traitements et réduire le personnel administratif, le service des traitements fut réorganisé et l'emploi des machines comptables et des fiches métalliques permanentes introduit.

Les constructions scolaires

En vue de répondre rapidement aux besoins de l'organisation scolaire, tout en ne grevant pas trop les budgets, M. le Ministre recommande le système des baraquements et des constructions en matériaux semi-permanents au lieu de lourdes bâtisses coûteuses en briques et pierres bleues. Quant au mobilier, les tables et les chaises remplaceront avantageusement les bancs-pupitres où l'élève se trouve à l'étroit et mal à l'aise.

Diverses autres questions relatives à l'enseignement primaire ont retenu l'attention de l'honorable Ministre. Mais la plupart d'entre elles devant entraîner un surcroît de dépenses, si minime qu'il soit, il a bien fallu en retarder la réalisation : dans ce dernier domaine comme dans bien d'autres, notre salut financier doit tout dominer.

Le 4^e degré et les cours préparatoires des écoles professionnelles.

Par voie de circulaire, M. le Ministre a précisé ses vues en ce qui concerne le 4^e degré.

Il est généralement reconnu que le 4^e degré constitue la suite logique et le couronnement des trois premiers degrés, qu'il doit assurer aux enfants, n'ayant pas encore accompli les huit années de scolarité obligatoire, un enseignement d'un caractère général. Si le cours du travail manuel y est plus développé, s'il y est plus intimement associé aux matières enseignées, il ne fait pourtant que continuer le cours de travail manuel commencé à l'école gardienne et continué à tous les degrés de l'école primaire.

Quant à l'organisation administrative des classes du 4^e degré, trois éventualités peuvent se présenter. Les deux premières sont normales : ces classes font partie

intégrante d'une école primaire ou sont autonomes parce qu'elles desservent deux ou plusieurs écoles de la même localité ou de localités voisines. La troisième est le rattachement à une école professionnelle du jour.

En ce qui concerne la troisième éventualité, des controverses se sont fait jour les derniers mois.

Elles avaient comme cause une circulaire de M. le Ministre, datée du 10 avril 1926, dont voici le texte :

Bruxelles, le 10 avril 1926.

A Messieurs les Inspecteurs principaux de l'enseignement primaire.

MONSIEUR L'INSPECTEUR PRINCIPAL,

A l'occasion de l'examen du budget de mon Département par le Sénat, j'ai déclaré en réponse à une question qui me fut posée, que le choix d'une profession ne doit se faire qu'après l'âge de 14 ans, et que, conséquemment, la place de l'enfant n'ayant pas achevé *les huit années d'études primaires* n'est pas à l'école professionnelle.

L'enfant d'âge scolaire ne peut donc être inscrit dans une *institution* d'enseignement spécialisé; il doit fréquenter une *école* d'enseignement général dont le programme correspond au programme primaire.

Quant à celui qui n'a pas terminé le 4^e degré après huit années d'études, *rien n'empêche qu'il soit admis dans une école professionnelle comprenant des classes de récupération avec cours généraux.*

Les chefs de famille qui envoient leurs enfants d'âge scolaire, dans un établissement d'enseignement professionnel, ne peuvent donc être considérés comme satisfaisant à leurs obligations en matière scolaire.

Il conviendra d'attirer sur ce point, dès le début de l'année scolaire, l'attention des parents en défaut, en les invitant à se mettre immédiatement en règle. En cas de refus, il y aura lieu de provoquer à leur égard l'application des sanctions légales.

Je vous prie, Monsieur l'Inspecteur principal, de communiquer ces instructions à vos collaborateurs qui auront à s'y conformer.

Le Ministre,

(s) Camille HUYSMANS.

Dans la revue *Vers les Humanités ouvrières* (avril 1926, pp. 167-174), M. Hiernaux, directeur de l'Université du Travail à Charleroi, écrit au sujet de cette circulaire :

« La gravité de pareille mesure n'échappera à personne mais son danger sera apprécié surtout dans l'enseignement technique de tout le royaume, car, si on analyse cette circulaire, elle dit très nettement qu'il faut avoir terminé le 4^e degré avant d'entrer dans une école professionnelle de plein exercice. Elle signifie aussi que les cours généraux créés par une institution d'enseignement technique et même les classes de cours généraux ne peuvent pas être considérés comme satisfaisant à la loi sur l'instruction primaire obligatoire.

» La circulaire dépasse même le cadre de l'obligation scolaire puisqu'elle s'occupe des écoles techniques en préconisant la création de classes de récupération à l'intention de ceux qui n'auront pas terminé le 4^e degré!

» Il n'y aurait rien à redire si tous les enfants normaux âgés de 14 ans terminaient leur 4^e degré; mais, il est loin d'en être ainsi : 20 p. c. à peine ter-

minent les huit années primaires. Est-ce à dire que les 80 p. c. restant soient anormaux ou tout au moins insuffisants pédagogiques ? Nous ne le pensons pas, car toutes les écoles d'apprentissage ont été forcées jusqu'à présent d'appuyer leur enseignement sur la connaissance du programme du 3^e degré et elles s'en sont bien trouvées.

» Par ailleurs, nous avons entendu souvent les maîtres de l'enseignement technique se plaindre surtout des éléments de certains 4^{es} degrés où « l'on désapprend parfois ce qu'on a appris dans le 3^e » où aussi « on apprend des mauvais tours de main, des mauvaises pratiques contre lesquelles il faut réagir pendant fort longtemps ». C'est pour cela que de nombreuses écoles professionnelles ont été obligées d'organiser à la base de leurs études techniques proprement dites une ou deux classes préparatoires réservées à des cours généraux où les maîtres s'efforcent de fixer sérieusement dans l'esprit des élèves les notions indispensables à l'enseignement de base.

» Or, en 1921, M. Jules Destrée, Ministre des Sciences et des Arts, qu'on avait pressenti de la légalité de la fréquentation des cours préparatoires des cours techniques, avait répondu en ces termes :

Dépêche ministérielle du 12 septembre 1921, à M. l'Echevin de X...

Votre référé du 1^{er} septembre courant pose la question de savoir si l'enfant encore soumis à l'obligation scolaire, peut abandonner l'école primaire, après avoir achevé la sixième année d'études, pour suivre les cours d'une école professionnelle ou industrielle.

Les parents satisfont à la loi si l'établissement où leur enfant est instruit enseigne au moins toutes les matières du programme de l'école primaire, conformément aux exigences légales.

Les études primaires comprennent quatre degrés, comportant chacun deux années.

Tout en visant à donner une certaine éducation manuelle le quatrième degré doit surtout compléter l'éducation générale et scientifique des élèves et il ne peut jamais prendre le caractère d'une école professionnelle et industrielle.

La loi n'est donc pas observée si l'enfant fréquente un établissement où l'enseignement pratique est spécialisé en vue d'une profession déterminée.

Cependant, si une école professionnelle ou industrielle comprend des classes de transition, assimilables aux classes du quatrième degré, où, à côté de l'enseignement général, ayant l'importance voulue, existe un enseignement manuel plus développé, rien n'empêche que les parents y fassent admettre leurs enfants.

Jules DESTREE.

» Nous nous trouvons devant deux circulaires ministérielles et il est évident qu'en matière administrative c'est la dernière qui fait loi.

» Cependant l'opposition si nette des deux décisions nous a suggéré l'idée de rechercher comment une même loi pouvait donner deux interprétations différentes ?

» Si on relit la discussion à la Chambre des Députés lors du vote de la loi sur l'enseignement primaire obligatoire, on trouve dans la réponse de M. Pouillet, à l'époque Ministre des Sciences et des Arts, à MM. les députés Heynen et Buisset, que seule la circulaire de M. Destrée est conforme à la loi.

» Nous reproduisons ci-dessous la réponse du Ministre :

M. POULLET. — J'aborde maintenant la question des liens qui peuvent exister en fait entre l'enseignement du quatrième degré et l'enseignement professionnel, question qui a été soulevée par les amendements de l'honorable M. Heynen, par les amendements de M. Buisset. La question préoccupe d'autres collègues encore, notamment M. Dallemagne, qui veut bien m'écouter très attentivement et qui m'en a plus d'une fois parlé.

Il s'agit de bien préciser les points de vue auxquels cette question doit être envisagée, à savoir quelle solution il faut donner aux situations qui découlent des rapports de fait existant entre l'enseignement professionnel et la disposition du projet de loi concernant le quatrième degré.

Je pense que si l'on précise bien les questions qui se rattachent à cet ordre d'idées il n'est pas nécessaire de sanctionner la réponse par des amendements. Il suffit d'appliquer les principes généraux de notre droit administratif.

Une première question surgit, et c'est celle-ci : *quelle latitude le principe de l'obligation scolaire laisse-t-il aux enfants soumis à cette obligation qui fréquentent des écoles dites « professionnelles » ?*

La fréquentation de ces écoles professionnelles les dispense-t-elle de l'obligation scolaire ?

Voilà un premier point.

Cette question, Messieurs, est résolue à l'article 1^{er} de la loi. D'après cet article, l'obligation porte sur l'enseignement primaire ; les parents sont tenus de donner à leurs enfants l'enseignement primaire. Et l'article ajoute que l'on s'acquitte de cette obligation de deux manières, soit en envoyant les enfants dans une école primaire proprement dite, soit dans un établissement d'un degré supérieur, le degré moyen.

Il résulte donc du texte même de l'article 1^{er} que *l'obligation ne porte que sur un minimum*. Ce minimum c'est l'enseignement primaire et par conséquent *il est satisfait à l'obligation par la fréquentation d'une école où ce minimum de connaissances est enseigné, quelle que soit l'étiquette de l'école ou son organisation*.

De même que le chef de famille satisfait à la loi en faisant suivre à un enfant les cours de l'école moyenne, de même il y satisfait s'il envoie l'enfant dans une école où se donne l'enseignement primaire, mais dont le programme comporte, en outre, des notions plus développées. *Si donc, une école professionnelle combiné avec un enseignement plus développé ou plus spécialisé le programme de l'enseignement primaire, y compris le quatrième degré, théorique et pratique, ceux qui fréquentent cette école ont et au delà satisfait à l'obligation scolaire.*

...S'il plaît aux parents ou aux directions d'écoles d'ajouter au programme des quatre degrés de l'enseignement primaire un stade plus développé il doit évidemment leur être permis de le faire.

M. TROCLET. — Après 14 ans, par exemple, le père dont l'enfant fréquente l'école moyenne à partir de 12 ans sera-t-il en règle ?

M. POULLET. — Il sera en règle.

M. TROCLET. — Et s'il est occupé dans un ouvrage, il ne le sera donc pas.

M. POULLET. — Non, mais s'il va dans une école professionnelle dont le programme comprend au moins des parties théoriques de l'enseignement général y compris le quatrième degré primaire, il aura satisfait à la loi.

» Les déclarations du Ministre des Sciences et des Arts, avant le vote de la loi, sont donc très nettes.

Voici la conclusion de M. Hiernaux :

« En conclusion, il est évident que MM. les Inspecteurs de l'Enseignement primaire, ayant reçu des instructions de leur chef hiérarchique ne peuvent faire qu'une chose : les appliquer. Ils ont pour devoir d'assigner les parents qui confieraient les enfants de moins de 14 ans à des écoles techniques et ils doivent même assigner également les directeurs d'écoles techniques qui ont accepté ces enfants.

» Cela permettra au pouvoir judiciaire, seul compétent en la matière, de trancher définitivement la question et de fixer la jurisprudence qui, à la lecture des documents parlementaires, ne peut faire l'ombre d'un doute.

» La décision des juges mettra fin à la controverse si longue et si pénible soulevée trop souvent par quelques membres de l'enseignement primaire.

» Nous croyons savoir que les écoles techniques du Hainaut continueront à accepter des enfants de moins de 14 ans et que dans quelques institutions la création d'une section préparatoire, véritable 4^e degré sérieusement approprié aux besoins d'une région industrielle, sera chose faite dès octobre prochain. »

Voilà le point de vue du Directeur de l'Université du Travail de Charleroi qui est, certes, celui du plus grand nombre des directeurs des écoles professionnelles du pays.

La circulaire citée plus haut démontre que le rattachement du 4^e degré aux écoles professionnelles n'a pas les sympathies du Ministre, parce que, dit-il, dans l'immense majorité des communes, le travail manuel n'est pas encore convenablement organisé aux trois premiers degrés. Il est d'avis qu'il est difficile de concevoir un enseignement fécond à tendance technique au 4^e degré, s'il n'est pas précédé aux trois premiers degrés d'un sérieux enseignement de travail manuel. *La place du 4^e degré est donc dans le cadre de l'école primaire.*

Mais le conflit vient de recevoir une solution acceptable par tous.

Dans une réponse qu'il vient de donner à un des membres du Sénat, M. le Ministre déclare que : tenant compte des situations existantes, il considérera comme régulière la fréquentation de classes préparatoires à une école professionnelle par des enfants en âge d'obligation scolaire, à condition *que ces classes se soumettent aux exigences de la loi organique de l'enseignement primaire, particulièrement en ce qui concerne le programme minimum de culture générale, et se soumettent à l'inspection des Sciences et des Arts.*

En ce qui concerne les élèves de plus de 12 ans qui désirent fréquenter des académies de dessin, des conservatoires ou autres institutions similaires, il serait entendu que, du moment que l'instruction générale est dûment assurée par les leçons du matin, les élèves du 4^e degré qui le désirent pourraient suivre certains cours particuliers, l'après-midi, ces cours remplaçant ceux du travail manuel que suivent généralement les enfants fréquentant le 4^e degré.

REFONTE DES RÈGLEMENTS ET PROGRAMMES DE L'ENSEIGNEMENT NORMAL PRIMAIRE.

Les règlements et programmes des écoles normales primaires, en date du 30 mars 1923, avaient fixé à trois années la durée des études normales propre-

ment dites, et les faisaient précéder d'une section préparatoire de deux années. Seulement ces programmes ne tenaient pas compte de l'emboîtement qui aurait dû exister entre les divers enseignements.

C'est pour remédier à cette situation que les nouveaux règlements, publiés au *Moniteur* du 10 juin 1926, ont porté la durée des études normales proprement dites à quatre années en réduisant la section préparatoire à une seule année d'études.

Nous pensons que la solution doit être la suivante. Il devrait suffire que les candidats à la première année normale montrent, par un examen, qu'ils possèdent les matières inscrites au programme de l'année préparatoire, quel que soit l'enseignement qu'ils aient suivi. Ainsi le principe de l'emboîtement reste intact et on n'exclut aucun candidat ayant le développement requis.

Il devrait en être de même pour les candidats à la section préparatoire. Il suffirait donc qu'ils passent un examen sur les matières du programme des écoles primaires à quatre degrés, comme on l'a pratiqué jusqu'à présent.

Il nous semble que, comme mesure de transition, afin de respecter les intérêts des candidats qui se sont préparés aux prochains examens d'admission, les trois examens d'entrée devraient se faire d'après le système encore en vigueur.

L'économie générale du programme d'études a été transformée. Nous pourrions l'esquisser ainsi qu'il suit :

Le niveau même des études a été relevé : l'école normale primaire est placée sur un pied d'égalité avec les humanités anciennes, avec cette différence que l'étude des langues grecque et latine y est remplacée par l'enseignement de la pédagogie et de la méthodologie.

Néanmoins, les nouveaux programmes tendent vers la simplification des études et cherchent à éviter le surmenage scolaire. L'enseignement trop livresque et « en surface » y sera remplacé par une étude plus vivante et plus approfondie des matières, étude s'inspirant des méthodes actives et voulant assurer la formation de l'élève par son travail personnel, sous la direction de maîtres expérimentés.

C'est pour atteindre cette fin que le Gouvernement a voulu que toutes les écoles normales primaires, tant agréées qu'officielles, possèdent un outillage didactique complet, des collections et des laboratoires, ainsi qu'une bibliothèque convenable pour les professeurs et les élèves. C'est encore en tenant compte du même but que le régime du « self-government » a été introduit dans les écoles normales de l'État, régime qui, appliqué avec mesure, doit habituer la jeunesse scolaire à se conduire par elle-même et non par la crainte des punitions qui pourraient lui être infligées.

La formation professionnelle des futurs instituteurs n'a pas été perdue de vue; *en effet, les nouveaux programmes prévoient que la dernière année d'études sera particulièrement consacrée à la pratique de l'enseignement.*

Remarquons cependant que la formation professionnelle des futurs instituteurs ne peut, sans aucun doute, être perdue de vue, mais des soucis trop exclusifs de la pratique ne semblent pas favorables à cette formation.

Ce qui importe avant tout, c'est d'assurer à ces jeunes gens une culture générale proportionnée à leur âge. Il nous semble, en effet, qu'une pratique trop exclusive ne peut suffisamment soutenir l'intérêt des jeunes gens, à cet âge où se posent avec toute l'acuité les grandes questions des sciences philosophique et pédagogique. D'ailleurs, l'étude de ces questions exige une maturité d'esprit qu'on chercherait en vain à un âge moins développé. N'est-ce pas aussi l'orienta-

tion que prennent à cet âge les études humanitaires, si incontestablement favorables à la formation générale.

Quant au temps à consacrer à la pratique de l'enseignement dans les classes de l'école d'application, l'honorable M. Huysmans a marqué son intention arrêtée de faire respecter, dans tous les établissements normaux primaires, les stipulations réglementaires prises à ce sujet.

C'est pourquoi il nous semble inutile d'augmenter le nombre d'heures que nos futurs instituteurs consacrent à la pratique de l'enseignement dans les classes de l'école d'application.

*
* *

En assurant cette importante réforme des programmes, le Ministre des Sciences et des Arts s'est préoccupé aussi de la santé des élèves. Dans cet ordre d'idée, il a d'abord rapporté une ancienne disposition du règlement d'ordre intérieur des écoles normales de l'État, qui imposait aux élèves l'obligation de se lever, hiver comme été, à cinq heures et demie du matin.

Cette pratique avait été dénoncée déjà par des médecins hygiénistes et des chefs d'établissement comme particulièrement nuisible aux jeunes gens et surtout aux jeunes filles qui font leurs études à l'époque de leur formation physique. Actuellement, les élèves sont autorisés à se lever à six heures et demie pendant les deux trimestres d'hiver.

M. le Ministre Huysmans a modifié également la date des grandes vacances qui étaient fixées du 1^{er} août au 1^{er} octobre. Elles sont ramenées, cette année, du 15 juillet au 15 septembre, en attendant que l'on examine la possibilité de les avancer au 1^{er} juillet. Cette modification aura pour effet de ne plus astreindre la jeunesse scolaire à un travail pénible et débilitant pendant les mois les plus chauds de l'année.

RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT NORMAL GARDIEN.

La première organisation systématique de l'enseignement normal gardien officiel date du 30 août 1921. Cette organisation qui présentait des lacunes, a été complètement réformée.

La durée des études dans les sections normales gardiennes est portée de deux à trois années, la première faisant suite à la huitième année d'école primaire. Au cours de leurs études, les élèves passeront par une école d'infirmières relevant du Département de l'Intérieur et de l'Hygiène, ainsi que par une école de musique où elles apprendront les notions indispensables de piano ou de violon. Ainsi les futures institutrices gardiennes auront acquis une formation professionnelle complète : elles posséderont la connaissance des méthodes moderne d'enseignement gardien; elles seront aptes à dessiner, à raconter, à diriger les chants et les rondes enfantines et elles pourront donner les soins maternels aux petits qui leur seront confiés.

Utilisation meilleure du personnel.

Alors que la spécialisation est à la base de notre enseignement moyen et supérieur, on rencontrait encore dans l'enseignement normal primaire de nombreux professeurs chargés de branches fort disparates.

L'honorable Ministre a mis fin à cette situation qui était de nature à porter préjudice à l'enseignement : il a décidé que les membres du personnel enseigne

raient désormais les branches pour lesquelles ils ont été spécialement préparés par leurs études antérieures et qu'un essai de répartition verticale des cours serait fait, tant dans l'enseignement normal que moyen. Il importe que la liberté des directeurs des écoles normales agréées soit respectée afin de répartir les cours à leur gré.

Cette spécialisation revient en somme à confier au même professeur une seule branche dans les différentes classes superposées de l'athénée. Cette disposition (dite verticale) présente un certain nombre d'avantages sérieux, qu'a soulignés l'honorable M. Carnoy, rapporteur du budget au Sénat, notamment ceux de permettre au professeur de donner des cours, pour lesquels il s'est spécialisé et de lui permettre de suivre beaucoup mieux l'élève dans ses progrès durant plusieurs années.

C'est un essai qui devrait être fait et dont il convient d'attendre les résultats.

Poursuivant l'application du même principe à l'inspection des écoles normales, il a fusionné celle-ci, au point de vue des attributions, avec l'inspection des établissements d'enseignement moyen. Ce fusionnement a permis de confier à chaque inspecteur la surveillance de l'enseignement, tant dans les écoles normales que dans les athénées, de la branche dans laquelle il est spécialisé.

Réorganisation du Conseil de perfectionnement.

L'œuvre de réforme scolaire entreprise par M. le Ministre Huysmans entraînait comme corollaire la réorganisation, sur des bases nouvelles, du Conseil de perfectionnement.

Ce Conseil comprend actuellement quatre sections séparées au lieu de deux : une section pour l'enseignement normal primaire, une section pour l'enseignement primaire, une troisième pour l'enseignement gardien et une quatrième pour l'enseignement normal moyen.

La création d'une section d'enseignement gardien est une réelle innovation qui appellera, nous n'en doutons pas, l'attention des autorités scolaires sur l'école gardienne, quelque peu délaissée jusqu'à présent, et dont cependant l'institution devrait être prévue dans toutes les communes du pays.

* * *

Nos collègues ont reçu récemment communication d'un projet de loi de réorganisation du « fonds des mieux doués ». Ce projet a été examiné par les sections. Il est à espérer qu'une décision pourra être prise au plutôt.

Je tiens à rendre hommage au beau geste que M. le Ministre a eu en faveur des familles nombreuses : c'est la première fois qu'un crédit important (500,000 fr.) figure au budget de son département en faveur du Fonds d'avance de la Ligue des Familles nombreuses. Cette inscription a d'ailleurs été compensée par une diminution du total prévu des bourses d'études aux élèves des écoles normales.

ENSEIGNEMENT MOYEN.

Il résulte d'une réponse de M. le Ministre à des questions qui lui ont été posées, que l'emboîtement des divers degrés d'enseignement a fait l'objet de ses soins attentifs, par exemple : l'assouplissement du régime des 4^{es} degrés, le passage de l'école primaire à l'école moyenne, à l'école normale, etc.

Le Ministre a confié à deux personnalités compétentes la mission de reviser

l'ensemble des *programmes* à tous les degrés de l'enseignement afin d'y apporter plus d'unité et, particulièrement, d'élaguer tout ce qu'il peut y avoir de superflu, de superfétatoire.

Justement préoccupé de l'importante question du *surmenage* dont tant de parents se plaignent et dont les ligues d'hygiène s'inquiètent, le Ministre a compris l'intervention nécessaire du Gouvernement. Le problème du surmenage n'est pas de ceux dont la solution s'opère d'un coup. Des causes multiples interviennent : mauvaises conditions physiologiques du travail, mauvaise organisation du travail, heures de leçons trop nombreuses, insuffisance des locaux scolaires, multiplication des devoirs à domicile. Toutes ces questions ont été attentivement examinées et le Ministre espère y mettre fin, par l'application de mesures appropriées, à une situation qui compromet la santé des enfants et qui nuit certainement à la qualité de leur travail intellectuel.

Une première mesure vient d'être prise, en ce qui concerne les travaux à domicile. Des exagérations ont été commises. Les instructions données par les prédécesseurs du Ministre, ont été méconnées. En date du 1^{er} mai 1926, le Ministre, par une circulaire motivée, a réduit d'une manière sensible les travaux à domicile en insistant sur la valeur essentielle de l'effort personnel des élèves et sur l'importance du travail que l'enfant doit produire en classe même.

Il a invité les directions des établissements d'enseignement moyen à se montrer particulièrement vigilants. Des instructions ont été données aux inspecteurs pour qu'ils tiennent la main à l'observance des mesures édictées.

Dans le même ordre d'idées, et pour éviter les abus auxquels donnent lieu si souvent les examens, surtout pour les élèves jeunes, le Ministre a supprimé les compositions dans les deux premiers degrés des sections préparatoires. Il a établi en même temps une règle de classement suivant le travail fourni pendant toute l'année scolaire.

Parmi les questions se rattachant aux matières d'enseignement, il faut s'arrêter plus particulièrement à la création de *cours de latin* dans les écoles moyennes des localités où n'existent ni athénée royal, ni section d'athénée.

La circulaire portant création de ces cours stipule qu'un cours de latin, comportant six heures de leçon par semaine, doit être organisé dans les établissements indiqués plus haut, à condition que 10 élèves soient inscrits pour le suivre.

Statistique. — Il existe actuellement 6 sections (12 classes) d'écoles moyennes de filles, comptant 190 élèves, et 38 sections (52 classes) d'écoles moyennes de garçons, comptant 666 élèves, au total 44 sections d'écoles moyennes de l'État, avec 64 classes, comprenant 856 élèves.

L'expérience a démontré que la création de ces cours était une initiative heureuse, et, après un an d'application, le sentiment général se prononce en faveur du maintien de ces cours, voire de leur extension.

L'initiative du Ministre des Sciences et des Arts, généralisant en quelque sorte la connaissance des langues anciennes, est de nature à démentir les craintes qui s'étaient manifestées de différents côtés et d'après lesquelles on semblait redouter une restriction des humanités. Il n'en est rien, et nous pouvons enregistrer cette constatation avec grande satisfaction.

Le Ministre des Sciences et des Arts a signé également une circulaire permettant d'admettre, après examen de chaque demande individuelle, des *jeunes filles* dans les établissements d'enseignement moyen pour garçons, situés dans les localités éloignées d'un établissement officiel d'enseignement moyen pour demoiselles.

On a donc admis dans toutes les classes des humanités des sections moyennes,

jusqu'à concurrence des places disponibles, les jeunes filles qui ont réussi dans les examens d'entrée ou de passage. Pendant les vacances d'été de 1925, le Ministre des Sciences et des Arts a établi un nouveau programme des études pour les jeunes filles, et un nouvel horaire dans les écoles moyennes de l'État pour filles. Le nouveau plan d'études générales réalise la connexion entre l'enseignement primaire et l'enseignement moyen. Après avoir étudié le programme du 3^e degré primaire, les jeunes filles pourront continuer régulièrement leurs études à l'école moyenne à condition de suivre en première année, si le besoin s'en fait sentir, un cours supplémentaire de seconde langue.

En vue de faciliter aux femmes l'accès aux études universitaires, les jeunes filles recevront à l'école moyenne un enseignement d'après un programme à peu près identique à celui que suivent les jeunes gens. Un premier avantage certain de cette mesure, c'est qu'elle remédie provisoirement au manque d'établissements d'instruction moyenne de l'État du degré supérieur pour filles, à la création desquels il est difficile de songer dans la situation financière du moment.

Au point de vue *linguistique*, le Ministre des Sciences et des Arts a pris, dans l'enseignement moyen, des mesures dont l'application a déjà commencé et se généralisera à partir de la prochaine année scolaire. Dans l'esprit de l'honorable Ministre, elles sont destinées, en effet, à permettre aux élèves des classes supérieures des écoles moyennes de s'assimiler plus facilement les matières du programme et à développer en même temps chez eux une connaissance plus réelle des langues nationales. Ces mesures sont les suivantes :

1^o Les cours qui ne visent pas à l'étude des langues seront donnés en français dans les sections wallonnes et en flamand dans les sections flamandes;

2^o Dans les sections flamandes, il sera organisé, tous les jours si possible, une répétition obligatoire des cours généraux flamands, qui sera faite en français. Le but en est de donner une connaissance plus complète et pratique de la langue française en se servant des matières déjà enseignées.

La répétition, qui remplacera dans une très large mesure les travaux à domicile, sera mise à profit également pour faire des démonstrations, des causeries, etc..;

3^o Des répétitions identiques en langue flamande seront organisées dans les sections wallonnes du pays flamand. Dans les sections wallonnes du pays wallon, elles ne devront l'être que si 10 élèves en font la demande et la fréquentation ne sera obligatoire que pour ceux-ci.

Voici une tentative qui paraît bien faite pour remédier à l'insuffisance des moyens d'expression en 2^e langue si souvent constatée chez nos jeunes gens tant wallons que flamands. Il faut en attendre évidemment les applications pour émettre un jugement définitif, mais il faut souhaiter qu'elles puissent être faites avec toute l'ampleur nécessaire. Il y aura là un élément capital de mutuelle compréhension, dont, en dernière analyse, l'union du pays profitera.

Ajoutons que l'expérience Destrée sur la flamandisation totale de quelques établissements de l'enseignement moyen se poursuit dans trois athénées.

* . *

Signalons, en ce qui concerne l'inspection de l'enseignement moyen, cette autre modification apportée au régime. Le Ministre a décidé que les sections et classes préparatoires, annexées aux établissements d'enseignement moyen, seraient inspectées par les inspecteurs cantonaux de l'enseignement primaire. On comprend immédiatement l'intérêt de cette disposition nouvelle. De même qu'il

convient de confier les classes préparatoires à des professeurs munis du diplôme d'instituteur ou d'institutrice, l'inspection de ces classes doit être faite par des inspecteurs plus spécialement mêlés à l'expérience quotidienne de l'enseignement primaire. C'est l'évidence même.

Enfin, mentionnons la réalisation donnée par le Ministre au vœu suivant de la Société des Nations : « L'Assemblée prie instamment les Gouvernements des » États membres de prendre des mesures en vue de faire connaître à la jeunesse » des écoles, l'existence et le but de la Société des Nations et les termes de son » Pacte. »

Un cours de quatre leçons est organisé pour répondre à cette appel. Et la circulaire comporte un schéma très complet de ces leçons.

Nous serons unanimes à approuver cette initiative. L'école collaborera à l'œuvre de la Paix, dont le Monde attend avec anxiété l'achèvement.

Notre enseignement s'honorera en se donnant à cette tâche de progrès.

Il me paraît intéressant de noter le relevé de la fréquentation scolaire :

ATHÉNÉES ROYAUX.

Région wallonne et agglomération bruxelloise.		Région flamande.
1. Anvers,	»	900
2. Arlon,	230	»
3. Ath,	123	»
4. Bruges,	»	198
5. Bruxelles,	604	»
6. Charleroi,	614	»
7. Chimay,	212	»
8. Dinant,	126	»
9. Gand,	»	413
10. Hasselt,	»	217
11. Huy,	165	»
12. Ixelles,	778	»
13. Liège,	790	»
14. Louvain,	»	401
15. Malines,	»	266
16. Malmédy,	180	»
17. Mons,	464	»
18. Namur,	232	»
19. Nivelles,	275	»
20. Ostende,	»	416
21. Tirlemont,	»	263
22. Tongres,	»	177
23. Tournai,	258	»
24. Verviers,	206	»
	5,257	3,253

Région wallonne
et agglomération bruxelloise.

Région flamande.

Sections d'Athénées
annexées à des écoles moyennes :

1. Aix-la-Chapelle,	»	16
2. Bouillon,	46	»
3. Diest,	»	55
4. Stavelot (Sect. scient.),	63	»
5. Thuin,	75	»
6. Virton,	76	»
	260	71

Totaux généraux 5,517

3,324

Total pour le pays : 5,517 + 3,324 = 8,841.

ÉCOLES MOYENNES DE L'ÉTAT POUR GARÇONS

1. Aerschot,	»	337
2. Aix-la-Chapelle,	297	»
3. Alost : (4 ^e com ^{te}),	»	583
(sect. admin.),	»	
4. Andenne,	181	»
5. Anvers (sect. com.).	»	942
6. Ath,	235	»
7. Aywaille,	237	»
8. Beaumont,	91	»
9. Beauraing,	99	»
10. Binche,	202	»
11. Blankenberghe	»	145
12. Boom,	»	486
13. Bouillon,	25	»
14. Braine-le-Comte,	348	»
15. Bruges (sect. com.),	»	563
16. Bruxelles, 2 ^e D. (sect. com.),	492	»
17. Châtelet,	312	»
18. Ciney,	103	»
19. Courtrai.	»	107
20. Couvin,	63	»
21. Diest,	»	418
22. Etterbeek (sect. com.),	308	»
23. Fleurus,	222	»
24. Flobecq,	102	»
25. Florennes,	60	»
26. Fontaine-l'Évêque,	127	»
27. Fosses,	156	»
28. Furnes,	»	188
29. Gand (sect. com.) (sect. adm.),	»	783
30. Gilly,	116	»
31. Gosselies,	160	»
32. Hal (sect. com.),	»	548

Région wallonne et agglomération bruxelloise.		Région flamande.
33. Hannut,	157	»
34. Hasselt,	»	333
35. Houdeng,	122	»
36. Huy (sect. adm.),	346	»
37. Jemappes,	217	»
38. Jodoigne,	241	»
39. Jumet,	221	»
40. La Louvière,	222	»
41. Lessines.	300	»
42. Leuze	177	»
43. Lierre	»	402
44. Limbourg (sect. com.)	244	»
45. Lokeren	»	318
46. Louvain	»	471
47. Maeseyck	»	123
48. Malines (sect. com.)	»	407
49. Marche (sect. adm.)	160	»
50. Menin	»	208
51. Mons	351	»
52. Molenbeek	391	»
53. Mouscron	172	»
54. Namur	145	»
55. Neufchâteau (sect. adm.)	146	»
56. Nieuport	»	215
57. Ninove	»	223
58. Pâturages	163	»
59. Pecq	238	»
60. Péruwelz	283	»
61. Philippeville	73	»
62. Poperinghe	»	200
63. Quiévrain	252	»
64. Renaix	»	439
65. Rœulx	146	»
66. Rochefort	159	»
67. Saint-Ghislain	189	»
68. Saint-Hubert	128	»
69. Saint-Nicolas (sect. com.)	»	112
70. Saint-Trond	»	282
71. Schaerbeek (sect. com.)	481	»
72. Seraing	307	»
73. Soignies (sect. lat.)	256	»
74. Spa	125	»
75. Stavelot	291	»
76. Termonde	»	279
77. Thuin	206	»
78. Tongres	»	218

Région wallonne et agglomération bruxelloise.		Région flamande.
79. Turnhout (sect. com.)	»	455
80. Verviers	487	»
81. Vilvorde (sect. com.)	»	244
82. Virton	456	»
83. Visé	352	»
84. Walcourt	48	»
85. Waremmé (sect. com.)	256	»
86. Wavre	474	»
87. Ypres (sect. com.)	»	256
Total général . . .	12,015	10,287

Population totale : 12,015 + 10,287 = 22,302.

ÉCOLES MOYENNES DE L'ÉTAT POUR FILLES.

1. Alost,	102	253
2. Andenne (cours sup.),	136	»
3. Arlon (sect. com.) (cours sup.)	»	»
4. Ath (sect. com.),	168	»
5. Beaumont,	68	»
6. Boom,	»	297
7. Braine-le-Comte,	135	»
8. Bruges,		323
9. Bruxelles (1 ^{er} Dist.),	348	»
10. Bruxelles (2 ^e Dist.),	349	»
11. Charleroi (sect. com.)		»
(cours sup.),	596	»
12. Diest,	»	218
13. Dinant,	116	»
14. Hasselt,	»	230
15. Huy (sect. com.) cours sup.),	268	»
16. Ixelles (cours sup.),	377	»
17. Jumet (cours sup.),	214	»
18. La Louvière (cours sup.),	190	»
19. Lessines,	85	»
20. Lierre,	»	251
21. Lokeren,	»	131
22. Louvain,	»	499
23. Malines (sec. com.) (cours sup.)	»	382
24. Malmédy,	115	»
25. Molenbeek (sect. com.),		»
(cours sup.),	398	»
26. Mons,	216	»
27. Namur (cours sup.),	261	»

Région wallonne et agglomération bruxelloise.		Région flamande.
—		—
28. Nieupoort,	»	81
29. Ninove,	»	110
30. Ostende,	»	375
31. Pecq,	46	»
32. Péruwelz (cours sup.),	128	»
33. Schaerbeek (sect. com.),		»
(cours sup.),	429	»
34. Seraing,	250	»
35. Soignies,	164	»
36. Spa,	32	»
37. Termonde,	»	205
38. Tirlemont,	»	297
39. Tournai (cours sup.),	139	»
40. Verviers,	346	»
41. Vilvorde,	»	215
42. Wavre,	136	»
43. Visé,	66	»
44. Pâturages,	71	»
	5949	3867

Population totale : 5,949 + 3,867 = 9,816.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.

En ce qui concerne les Universités de l'État, il faut crier « famine ». Le système des compressions a sévi à outrance. On s'en rendra compte en comparant les crédits de l'Université de Gand pour 1913-1914 (moyenne des deux années) et ceux pour 1926.

I. — CHARGES PERMANENTES.

a) *Crédits destinés à la bibliothèque et aux laboratoires.* — La moyenne des crédits sollicités pour ce littéra en 1913 et 1914 a été de 152.650 francs, soit un peu plus de 43 p. c. du crédit matériel de l'Université (351,974 francs).

En 1926, on a sollicité 365.000 francs; le multiplicateur par rapport à 1913-1914 n'est donc que de 2.38. Les crédits scientifiques ne représentent plus que 26.7 p. c. des crédits « matériel » permanents (dépenses de l'Office Central des imprimés comprises, 1.403.600 francs). Il est inutile de commenter ces chiffres; chacun sait que l'index, en fait de produits chimiques et imprimés, dépasse largement 550 : nos bibliothèques et nos laboratoires, même en adoptant l'index 550, ne reçoivent plus que 43 p. c. de ce qu'ils recevaient avant la guerre ! Je crois donc qu'il est absolument impossible qu'on comprime davantage les crédits pour ce littéra, d'autant plus que l'application de la loi du 31 juillet 1923 sur l'emploi des langues impose la création de nouveaux laboratoires.

b) *Crédits destinés aux services généraux* (chauffage, éclairage, nettoyage, mobilier, gaz pour laboratoires, frais de bureau, etc.). — Je signale tout d'abord que ces crédits, en 1913-1914 (moyenne des deux années) s'élevèrent à

199.324 francs. A l'index actuel (550 environ), les crédits par rapport à cette année, devraient être de 1.100.000 francs.

Malgré l'extension des services nécessitée par le vote de la loi du 31 juillet 1923, l'Université de Gand est loin d'atteindre ce chiffre pour 1926 : on lui a accordé 978.600 + 60.000 francs (imprimés portés sur le compte de l'office central) = 1.038.600 francs; le multiplicateur est de 5,2.

Que de nécessités scientifiques auxquelles on n'a pas donné suite !

Il fallait, à l'Université de Gand, outiller un laboratoire de *physique* destiné aux élèves du doctorat ; les crédits sollicités étaient de 20.000 francs; ils ont été refusés.

Il faut construire un laboratoire de chimie analytique. Avant la tension des changes, le coût des travaux était évalué à 160.000 francs. On n'a pas prévu la dépense pour 1926; pourra-t-on la réaliser en 1927 ?

Le professeur de phonétique expérimentale n'a pas de laboratoire. Il fallait créer un laboratoire de résistance des ciments et du béton armé. Le département ne disposant pas des crédits nécessaires a été obligé d'y renoncer. Heureusement, le Département des Chemins de fer a pu intervenir dans la construction du laboratoire hydraulique. Ces laboratoires existent à l'étranger et sont largement outillés. Il y a des réductions dans certains de ces laboratoires, des réductions à large échelle des fleuves et des travaux hydrauliques, tandis que nos Universités manquent de tout.

Il faudrait créer à Gand un laboratoire d'urologie. La faculté a souhaité la création du cours, mais elle s'est demandée s'il ne conviendrait pas « avant de procéder à la création de nouveaux cours, d'octroyer aux cours et cliniques existants, les subsides nécessaires pour permettre de travailler comme il est souhaitable ».

Pour donner une idée de la pénurie dans laquelle se trouvent les Universités de l'État, on pourrait citer le cas de l'Institut Montefiore à Liège. Il fallait l'aménager. La ville de Liège ne disposait pas des crédits nécessaires; après des années d'attente, elle sollicita un emprunt au Patrimoine Universitaire...

Université de Liège.

I. CHARGES PERMANENTES.

a) *Crédits scientifiques*. — La moyenne des crédits accordés, en 1913 et 1914, pour cet objet fut de 202,613 francs, soit 51 p. c. du crédit total matériel (398,998 fr.). En 1926, l'université obtient 568,000 francs; le multiplicateur par rapport à 1913-1914 n'est que 2.8; les crédits dits scientifiques n'atteignent donc plus 40 p. c. de la totalité des crédits « matériel » (1,430,000 francs, y compris les 65,000 francs portés au compte de l'Office central des Imprimés).

Si la situation de Liège, à cet égard, est légèrement meilleure que celle de Gand, elle est encore déplorable, puisque le multiplicateur ne dépasse que de bien peu la moitié de l'index actuel (550).

Elle sollicite de nouveaux crédits. Il faut compléter l'outillage des nouveaux ateliers de l'Institut Montefiore; renouveler l'outillage des cliniques gynécologique et obstétricale; outiller le laboratoire de chimie industrielle et d'électrochimie. Il s'agit, en l'espèce, de laboratoires d'une importance primordiale pour l'industrie de notre pays : il est réellement inconcevable, pour ne pas dire impardonnable, que la faculté technique de Liège ne puisse, par exemple, contribuer aux recherches sur la distillation de la houille en vue d'obtenir des huiles miné-

rales, faute d'outillage. Pendant que nous ne faisons pas un pas dans ce domaine, l'Allemagne met au point divers procédés, grâce aux laboratoires de ses écoles techniques. Il faut doter la clinique de psychiatrie.

Le dilemme se pose : faire des économies, mais alors comprimer la recherche et l'enseignement ! Ou augmenter les ressources des universités. Le choix peut-il être douteux ?

On n'a déjà que trop réduit les crédits destinés aux services scientifiques. Réduire encore, ce serait nuire gravement à l'enseignement supérieur et, par là, nuire au progrès économique du pays.

b) *Crédits destinés aux services généraux.* — En 1913-1914, ces crédits s'élevaient à 196,385 francs. En 1926, ils sont devenus 892,000 francs (y compris les 65,000 francs pour fournitures de bureaux, imprimés, etc., portés au compte de l'Office Central des imprimés). Le multiplicateur n'est que de 4.54. Si l'on évalue l'index à 550, le crédit de 1926 ne représente pas les 5/6 d'avant-guerre.

Il n'est pas sans intérêt de comparer les crédits demandés pour 1926 et prévus pour 1927 à la somme moyenne des crédits accordés en 1913 et 1914 (et non des dépenses effectivement faites, la guerre ayant suspendu l'activité des universités), qui est de 807,563 francs. Le multiplicateur n'est que 3.87, tandis que l'index est de 550. On peut affirmer que, tenu compte de l'index, les crédits sollicités ne sont plus que les 387/550 d'avant-guerre, soit approximativement les 7/10 (1). Ce chiffre démontre clairement l'effort de compression qui a été fait dans les universités de l'État.

Voici, d'ailleurs, le détail pour 1914 et 1926 des sommes prévues pour l'Université de Liège.

Université de Liège.

LABORATOIRES ET COLLECTIONS.		1914.	1926.	
<i>Philosophie et lettres :</i>				
Bibliothèque de la Faculté	fr.	10.000	24.300	
Cours d'art	{	esthétique histoire de l'art égyptologie archéologie grecque archéologie romaine	{	650 650 650 650 250
<i>Droit et école de commerce :</i>				
Introduction produits.		4.000	2.430	
Produits commercables		700	1.700	
Géographie industrielle et commerciale et outillage commercial et maritime		850	1.580	

(1) Il est assez difficile de donner des chiffres précis pour 1913 et 1914 ; en effet, le compte de 1913 n'était pas clôturé au moment où la guerre a éclaté. En 1913, par exemple, les crédits sollicités furent de fr. 791,790.03, y compris fr. 39,535.03 de transfert ou crédits supplémentaires ; les tableaux détaillés que j'ai sous les yeux indiquent uniquement les *crédits qu'on se proposait d'allouer*, soit 747,139 francs avant de penser aux crédits supplémentaires ou aux transferts ; d'ailleurs sur les fr. 791,790.03, une somme de fr. 73,110.44 a fait retour au Trésor.

Statistique	500	430
Statistique et politique commerciales	500	2.000
Bureau commercial	1.500	3.650
Documentation	1.500	3.650
Ethnographie	500	1.220
Topographie coloniale	100	245
Hygiène coloniale.	500	500
Cultures coloniales	300	730
Langue.	—	1.040
Secrétariat école de commerce	—	720
Droit administratif	—	490
<i>Sciences :</i>		
Physique	11.000	13.850
Astronomie et géodésie	2.500	10.000
Botanique	5.650	15.000
Zoologie	7.370	18.220
Minéralogie	4.000	9.720
Pétrographie		
Géologie		
Paléontologie } animale	1.964	4.772
} végétale	700	1.703
	15.400	27.115
Chimie générale	2.500	6.705
Chimie analytique	5.000	13.500
Géographie	1.500	3.645
<i>Technique :</i>		
Chimie industrielle.	5.350	13.000
Mécanique appliquée.	4.000	12.000
Exploitation des mines	973	2.500
Architecture industrielle.	410	1.800
Sidérurgie	1.860	3.000
Métallurgie des métaux autres que le fer	1.500	7.000
Exploitation des chemins de fer	500	1.500
Topographie (technique)	400	1.500
Construction de machines	—	2.500
Collections de mécanisme	1.286	1.800
Application de l'électricité	5.828	20.000
Géographie industrielle et commerciale (technique).	300	250
Eléments de paléontologie (technique)	250	650
Anatomie et histologie	8.300	22.000
Embryologie	1.000	7.000
Anatomie comparée	1.110	2.700
Anatomie pathologique.	4.950	13.200
Physiologie	5.800	15.500
Pathologie générale.	1.169	3.100
Thérapeutique	3.000	8.000
Hygiène	4.000	10.500
Bactériologie appliquée.	3.000	8.000
Maladies des pays chauds	400	1.000

Clinique chirurgicale }	6.210	10.500
Clinique chirurgicale infantile. }		7.500
Clinique interne.	5.000	13.500
Clinique polyclinique interne	2.000	»
Clinique obstétricale.	3.400	9.000
Clinique gynécologique.	700	2.000
Clinique dermatologique	2.250	6.000
Clinique oto-rhino-laryngologique	1.800	4.800
Clinique pédiatrique	»	5.400
Clinique ophtalmologique	2.600	7.000
Clinique urologique.	2.000	5.400
Maladies mentales	500	1.300
Radiologie	3.000	9.000
Cinésithérapie	»	1.500
Médecine légale	2.000	5.400
Pharmacie	4.900	13.000
Chimie analytique (pharmacie).	3.200	8.500
Toxicologie	1.000	2.700
Denrées alimentaires	2.600	4.300
Pharmacie pratique	»	2.700
Studio de photographie.	»	4.000
Bibliothèque générale	30.245	63.000

Et voici les dépenses pour les universités de Gand et de Liège :

Gand.

	1913-1914	1926
Crédits scientifiques.	152.650	365.000
		2.38
Crédits généraux.	199.324	1.038.600
		+ 60.000
		5.2

Liège.

Crédits scientifiques	202.613	568.000
		2.8
Crédits généraux.	196.385	892.000
		+ 65.000
		4.54

On a beaucoup rogné sur les dépenses universitaires. Et pourtant, il faudrait trouver les crédits nécessaires :

1° Au point de vue de l'équipement, de l'outillage, au point de vue des locaux qui n'ont plus guère été augmentés, sauf dans une minime mesure pour Gand, depuis vingt ans;

2° Les laboratoires sont devenus insuffisants, les bibliothèques sont devenues étroites. On peut dire qu'à l'heure actuelle, nos Universités ne supporteraient plus la comparaison avec les nombreuses Universités étrangères;

3° La réforme du personnel n'a pas été parallèlement à l'augmentation des sciences; ainsi un arrêté de 1922 créait des agrées auprès des diverses Universités, à cette heure on n'en a pas nommé un seul et aucun crédit n'a jamais été prévu pour cette institution si hautement nécessaire;

4° Les traitements de nos professeurs d'Universités — Universités libres comme celles de l'État — ne sont pas en rapport avec ceux qu'on alloue dans de nombreux pays. Beaucoup d'entre eux, au lieu de pouvoir se consacrer à la science, sont obligés de se consacrer à la pratique de leur profession.

Il conviendrait de donner une prime scientifique à ceux qui se consacrent entièrement à leur enseignement.

Toutes les observations que nous venons d'exposer pour les Universités de l'État sont applicables à nos deux Universités libres de Louvain et de Bruxelles. Elles souffrent aussi de notre situation financière actuelle. Elles aussi manquent des ressources nécessaires qui leur permettraient de se tenir à la hauteur des progrès scientifiques modernes. C'est donc avec enthousiasme, nous en sommes sûrs, que la Chambre leur renouvellera le subside de 2 millions indispensable à leur développement et à l'accomplissement de leur mission.

Au cours de l'année 1925, la flamandisation de l'Université de Gand s'est appliquée à la première année de doctorat, elle n'est pas encore complètement terminée. La Faculté de médecine et la Faculté de droit ne se verront appliquer le système actuel que dans deux ans.

Des cours nouveaux libres et facultatifs ont été institués auprès des deux universités.

Je constate avec plaisir que le Ministre des Sciences et des Arts a tenu compte de l'expansion de notre Commerce en instituant auprès des Universités des cours supplémentaires de néo-grec, d'arabe, de japonais ainsi que de dialecte bantou.

Depuis longtemps, l'Université de Liège a émis le vœu de voir donner un cours de dialecte congolais auprès de l'Ecole de commerce. Il convient, en effet, que les licenciés en Sciences commerciales puissent se préparer aux matières coloniales.

La loi sur la collation des grades académiques n'a pu être discutée à la Chambre.

Un projet de loi va être déposé relevant le droit d'inscription aux Universités. Les recettes résultant de cette proposition nouvelle seront de 850.000 frs. pour l'Etat. Il était temps d'adapter le taux de ces inscriptions aux conditions actuelles.

L'ensemble du projet pêche par une certaine surcharge du programme. On peut se demander s'il ne conviendrait pas de limiter le nombre d'heures de cours des étudiants. L'opinion est, en effet, unanime à reconnaître que le programme de la Faculté de philosophie et lettres et celui de la Faculté de droit sont trop chargés.

La question du Palais Mondial et du Musée scolaire a reçu enfin une solution. Le Ministre des Sciences et des Arts les a réunis. Les collections des deux établissements se complètent, il a été créé ainsi un Office qui constitue un bureau de documentation, un centre pédagogique autour duquel les initiatives scolaires peuvent se grouper.

En ce qui concerne les Beaux-Arts, le Ministre des Sciences et des Arts a pris les initiatives suivantes ;

A. Musique :

- 1° Création de la direction des Concerts du Conservatoire de Bruxelles ;
- 2° Augmentation du nombre des concerts de cette institution (4 à 6) ;
- 3° Institution d'un Comité chargé de choisir les œuvres belges à exécuter à ces concerts ;
- 4° Création de concerts de musique de chambre au même établissement.

B. ARTS PLASTIQUES ET GRAPHIQUES :

- 1° Grand Prix des Arts Plastiques;
- 2° Réforme du Concours de Rome;
- 3° Création de la Commission d'achats des œuvres d'art;
- 4° Réforme du règlement du droit d'entrée dans les Musées;
- 5° Suppression du convoyage des œuvres d'art envoyées en provinces.
- 6° Musées du Cinquantenaire : création de l'emploi de photographe;
- 7° Création du poste de directeur de l'Institut Supérieur d'Anvers;
- 8° (en préparation) : Rattachement du Pavillon Chinois et de la Tour Japonaise aux Musées du Cinquantenaire;
Création de l'Institut des Arts Décoratifs.

c) LETTRES :

- 1° *Françaises* : Création d'un Grand Prix de Littérature;
- 2° *Flamandes* : 1) Le service des lettres flamandes a été rendu autonome;
- 2) Grand Prix de Littérature flamande;
- 3) Prix quinquennal pour la critique et les essais;
- 4) Emploi de la langue flamande pour les notes de service de cette section.

d) BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES :

- 1) Séparation des crédits (bibliothèques et œuvres post-scolaires flamandes et françaises);
- 2) Forfait pour frais de voyage des inspecteurs.

REMARQUES DIVERSES**1. — Enseignement primaire****A. — Les inspecteurs de l'Etat**

Plusieurs membres ont attiré l'attention de l'honorable Ministre sur la situation de ces fonctionnaires méritants. C'est parfaitement légitime.

Il est un fait qu'il ne faut plus démontrer : ces fonctionnaires de l'Etat ont été déçus et profondément découragés, dans leur espoir de voir régler la question des traitements, lorsqu'ils ont eu connaissance des décisions de la commission de péréquation, tout d'abord par le *Moniteur* du 28 décembre 1924... Leurs plaintes sont d'autant plus fondées que d'autres fonctionnaires de l'Etat, qui disposaient avant la guerre d'un revenu correspondant à peu près à celui d'un inspecteur, se virent accorder par la commission de péréquation, un traitement dont le montant dépasse celui des inspecteurs de 4000 à 8000 francs

Voici quelques exemples :

	Autrefois	Actuel.
1) Traitement maximum d'un inspecteur cantonal . . .	frs. 5,500	14,500
Traitement maximum d'un chef de bureau au Ministère des Sciences et des Arts	5,400	18,000
2) Quelques fonctionnaires dont le traitement correspondait à peu près à celui d'un inspecteur principal de l'enseignement primaire, fixé actuellement au maximum de	frs. 18,500	

Agronome de l'Etat	25,000
Inspecteur principal au Ministère de l'Industrie et du Travail . . .	26,000
Inspecteur principal au service de l'hygiène	27,000
Professeur d'athénée.	21,000
Préfet des études.	22,500
Conservateur des archives de l'État	22,500
Inspecteur des écoles normales.	26,000
Inspecteur des bibliothèques publiques	27,500
Inspecteur de l'enseignement moyen	28,000

Nous nous trouvons ici véritablement devant une question tendant à réparer une injustice; elle exige une solution urgente en faveur des inspecteurs de l'enseignement primaire, d'autant plus que le revenu de nombre de ces fonctionnaires est inférieur à celui des instituteurs, des institutrices et même des institutrices d'écoles gardiennes, qui sont leurs subordonnés.

Je veux attirer l'attention de l'honorable Ministre sur un autre aspect de la situation des inspecteurs que l'on perd trop souvent de vue :

Un instituteur commence ordinairement sa carrière à l'âge de 20 ans ; au cours de celle-ci il ne perd aucune année de service et atteint son maximum après trente années d'enseignement.

Un inspecteur commençant sa carrière à l'âge de 35, 40, 45 ans ou à un âge plus avancé encore, perd en entrant dans cette carrière, 5, 10, 15 années de services ou plus.

Pourquoi placer ainsi dans une situation inférieure un instituteur qui a cherché de l'avancement dans la carrière d'inspecteur cantonal et pourquoi agir ainsi exclusivement à l'égard de l'inspecteur cantonal? Un instituteur d'école primaire qui devient instituteur ou professeur dans une école moyenne de l'État, une école de pupilles, une école de bienfaisance de l'État, conserve pour le calcul de ses augmentations de traitement le bénéfice de toutes les années de service dans l'enseignement.

Si l'on veut, d'un trait de plume, mettre fin à ces situations regrettables, il faut introduire, en ce qui concerne les traitements, un règlement basé sur l'égalité et l'équité et accorder à l'inspecteur le droit de porter en compte toutes les années passées dans l'enseignement, à partir de la onzième.

B. — *L'Enseignement obligatoire.*

Au cours de la discussion du budget de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, nous nous sommes permis de signaler au Ministre compétent une anomalie qui existe dans notre législation sur l'obligation scolaire.

Voici dans quels termes nous nous exprimions :

Un enfant est obligé de fréquenter l'enseignement primaire pendant huit années d'études. Cette huitième année finissant au mois d'août, l'enfant ne pourra aller travailler si à cette même date, il n'a pas atteint complètement l'âge de quatorze ans, et cela parce que, d'après la loi sur le travail des enfants, il ne peut être occupé avant d'avoir quatorze ans accomplis. Cela fait que des enfants, nés en septembre, novembre ou décembre, sont sans travail et courent la rue. Il conviendrait de tendre à une coordination entre cette partie de la loi scolaire sur l'enseignement primaire et la loi sur le travail des enfants.

La solution à cette question doit être trouvée par un accord entre les deux départements.

Quel devra être cet accord ?

Nous nous permettons de suggérer une solution qui consisterait à permettre la délivrance d'un carnet de travail à chaque enfant, étant dans sa 14^e année, et qui aurait achevé au moins sa 6^e année d'étude primaire.

Un membre de la commission spéciale a vivement insisté pour qu'un accord intervienne entre le département des sciences et des arts et celui de la justice en ce qui concerne l'application de la loi sur l'enseignement obligatoire.

Cet accord devrait, d'après lui, surtout porter sur une application *uniforme* de la loi, dans tout le pays. Dans certains cantons, les juges de paix sont très sévères pour appliquer les sanctions prévues par la loi. Dans d'autres, ces sanctions sont plutôt rares, à tel enseigne que les parents s'aperçoivent que la loi est plus ou moins sévèrement appliquée d'après le bon vouloir des autorités scolaires et des juges.

Il citait un chiffre : à Bruxelles 800 absences irrégulières, n'auraient donné lieu qu'à 3 poursuites.

Une uniformité plus grande s'impose donc dans l'application de la loi

2. ENSEIGNEMENT MOYEN.

Plusieurs membres ont vivement insisté sur le fonctionnement anormal des cours préparatoires dans les écoles moyennes. Ces cours préparatoires sont en fait des classes d'enseignement primaire, mais avec cette différence qu'ils sont donnés dans le plus grand nombre de cas par des régents au lieu d'instituteurs primaires.

Or, il est certain que les instituteurs primaires étant formés pour l'enseignement primaire, il leur appartiendrait de professer dans ces cours préparatoires tandis que les régents, formés pour l'enseignement moyen, semblent devoir trouver leur place dans les cours qui appartiennent effectivement à ce dernier enseignement.

Il se fait souvent qu'un régent, ne se sentant pas à sa place dans ces cours préparatoires, cherche à en sortir le plus tôt possible. L'enthousiasme et le dévouement lui manquent souvent dans l'exercice d'une fonction qu'il espère et qu'il sait n'être que temporaire, tout ceci, évidemment, au grand dam de l'instruction.

Il a été, d'autre part, constaté, qu'un grand nombre d'élèves suivent exclusivement les cours préparatoires des écoles moyennes, quittant celles-ci au moment de leur entrée dans les cours moyens proprement dits.

Ainsi, un membre de la Commission spéciale signalait qu'en ce qui concerne sa localité, l'école moyenne pour filles, compte 106 élèves dans les cours préparatoires, alors que la section moyenne n'en compte que 19.

Un autre donnait comme chiffre à l'école moyenne pour filles de sa localité : classes préparatoires : 120 ; section moyenne : 80.

Ces cours préparatoires d'écoles moyennes constituent en fait l'école primaire — ou une partie de celle-ci — pour des enfants de la petite bourgeoisie ou pour les enfants qui se préparent à des emplois d'agréé, commis, etc.

Leur caractère d'enseignement primaire paraît incontestable. Les enfants qui s'y rendent jusqu'à l'âge de 14 ans et qui sont soumis au régime de l'enseignement obligatoire, doivent donc être considérés comme tombant sous l'application de cette loi.

M. le Ministre a pris à leur égard, les mêmes mesures que celles qu'il a appli-

quées aux enfants qui fréquentent, jusqu'à l'âge de 14 ans, les cours préparatoires des écoles professionnelles, à savoir : obligation d'un enseignement général tel qu'il est imposé par le programme des écoles primaires ; inspection de ces cours par les inspecteurs de l'enseignement primaire.

En égard aux considérations exposées plus haut, la Commission spéciale a cru devoir approuver ces mesures.

BEAUX-ARTS.

Quelques membres de la Commission spéciale se sont plaint de ce qu'un grand nombre de tableaux, dont plusieurs œuvres d'art, restent conservés dans les locaux du département des Sciences et des Arts.

On a de nouveau émis le vœu de mettre ces tableaux autant que possible à la disposition des communes de l'intérieur du pays, où ils seraient un ornement pour les maisons communales, les écoles de dessin et autres bâtiments publics. Les autres pourraient être cédés aux amateurs par vente publique ou par une tombola.

On a insisté également sur la publication d'un catalogue des tableaux appartenant à l'État, avec indication des bâtiments ou des communes où ils se trouvent.

Au cours de la discussion on a également attiré l'attention sur les conditions financières défavorables dans lesquelles nos artistes, et principalement les jeunes, doivent organiser leurs expositions dans les grandes villes. La location des salles ainsi que l'achat des encadrements exigent d'eux actuellement des sacrifices financiers exorbitants.

N'y aurait-il pas moyen d'organiser, chaque année, une « foire d'art » à Bruxelles? Les artistes y exposeraient leurs œuvres et les mettraient en vente à condition d'une quote-part individuelle qui serait proportionnelle aux frais généraux, ceux-ci diminuant en fonction du nombre des participants.

Les visiteurs y trouveraient un catalogue mentionnant les œuvres exposées avec leur prix de vente.

La Commission spéciale s'est ralliée complètement à cette façon de voir, et soumet l'idée à l'attention toute particulière de l'honorable ministre.

. . .

Ainsi nous pensons avoir exposé les questions qui furent soulevées au sein des sections aussi bien qu'à la Commission spéciale.

Je termine en émettant le vœu que l'année qui va suivre soit pour notre enseignement et pour notre art national une année de véritable progrès dont les résultats donnent une moisson abondante.

La commission spéciale, d'accord avec les sections, a approuvé le budget, et propose à la Chambre de l'adopter tel qu'il lui a été soumis par le Sénat.

Le Rapporteur,

H. HEYMAN.

Le Président,

A. RAEMDONCK.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 JUNI 1926.

Begrooting

van het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen
VOOR HET DIENSTJAAR 1926 (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HEYMAN.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp der begrooting werd in al de afdeelingen goedgekeurd.

Zij is vastgesteld :

1 ^o Voor de gewone uitgaven op de som van fr.	325.623.446,20
2 ^o Voor de uitzonderlijke uitgaven op de som van	94.651.800 »
of samen : op de som van fr.	420.275.246,20

De begrooting voor 1925 bedroeg : 425.705.100 frank. Zoo dat voor 1926 eene vermindering voorzien wordt van fr. 5 429.853,80.

. .

Een vraagstuk dat wij in de besprekingen der afdeelingen gedurig zien voorkomen is dit der *achterblijvers* in de lagere school.

Reeds in 1924 en 1925. werd dit zoo gewichtig vraagstuk behandeld door den heer Gollier, onzen oud-collega, in de meesterlijke verslagen welke hij over de begrooting van Kunsten en Wetenschappen uitbracht.

Dank zij de alarmkreten welke door de bijzondere Commissie van Onderwijs en zijn verslaggever geslaakt werden, kwam die kwestie op de eerste plaats te staan in de rij van onze bekommernissen. Zij wekte de bijzondere aandacht op van den heer Minister en van al wie met de toekomst van ons volksonderwijs en van ons volk zelf bekommerd is.

(1) Begrooting, n^o 4vi.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Lemonnier, bestond uit :

1^o De leden van de Commissie voor Binnenlandsche Zaken, het Onderwijs, de Kunsten en Wetenschappen : de heeren Blavier, Bouchery, Cocq, Declercq, Desagher, Destrée, Doms, Heyman, Melckmans, Merlot, Ramaekers, Rombauts, Siffer, Vandeveld (Joseph), Van Isacker.

Jodonck, Theelen, Lepage,

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 JUNI 1926.

Begrooting

van het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen
VOOR HET DIENSTJAAR 1926 (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HEYMAN.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp der begrooting werd in al de afdeelingen goedgekeurd.

Zij is vastgesteld :

1 ^o Voor de gewone uitgaven op de som van fr.	325.623.446,20
2 ^o Voor de uitzonderlijke uitgaven op de som van	94.651.800 »
of samen : op de som van fr.	420.275.246,20

De begrooting voor 1925 bedroeg : 425.705.400 frank. Zoo dat voor 1926 eene vermindering voorzien wordt van fr. 5.429.853,80.

Een vraagstuk dat wij in de besprekingen der afdeelingen gedurig zien voorkomen is dit der *achterblijvers* in de lagere school.

Reeds in 1924 en 1925, werd dit zoo gewichtig vraagstuk behandeld door den heer Gollier, onzen oud-collega, in de meesterlijke verslagen welke hij over de begrooting van Kunsten en Wetenschappen uitbracht.

Dank zij de alarmkreten welke door de bijzondere Commissie van Onderwijs en zijn verslaggever geslaakt werden, kwam die kwestie op de eerste plaats te staan in de rij van onze bekommernissen. Zij wekte de bijzondere aandacht op van den heer Minister en van al wie met de toekomst van ons volksonderwijs en van ons volk zelf bekommerd is.

(1) Begrooting, n^o 4vi.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Lemonnier, bestond uit :

1^o De leden van de Commissie voor Binnenlandsche Zaken, het Onderwijs, de Kunsten en Wetenschappen : de heeren Blavier, Bouchery, Cocq, Declercq, Desaegher, Destrée, Doms, Heyman, Melckmans, Merlot, Ramaekers, Rombauts, Siffer, Vandevelde (Joseph), Van Isacker.

2^o Zes leden benoemd door de Afdeelingen : de heeren Raemdonck, Theelen, Lepage, Doms, Berloz, Winady.

Het *practisch* onderzoek van dezen *toestand*, het bepalen zijner *oorzaken* en de *oplossing* welke er dient aangegeven te worden, is een zoo verheven, een zoo belangrijk werk dat wij er de eerste bladzijden van ons verslag willen aan wijden.

Het vraagstuk van de achterblijvers in de lagere school. Toestand. — Reeds in 1924 en 1925 werd hier door den heer Gollier de aandacht gevestigd op het nog groot getal achterblijvende leerlingen in onze lagere scholen, 't. t. z. op het klein procent scholieren die hun laatste schooljaar, den 4ⁿ graad, eindigen.

Opgemaakte statistieken dienaangaande geven onder meer volgende cijfers :

4,5 t. h. van de gewone schoolbevolking voleindigt den 4ⁿ graad;

10 tot 15 t. h. van al de leerlingen zijn meer dan twee jaar in de normale verstandsontwikkeling ten achter.

Een in 1924 opgemaakte statistiek, met een overzicht over circa 32.500 leerlingen, geeft de volgende cijfers :

Leerlingen die één jaar vooruit zijn	3 t. h.
— in de klas van hun levensjaar zijn	45,4 —
— één jaar achteruit zijn	28,2 —
— twee jaar achteruit zijn	14,9 —
— drie jaar of meer achteruit zijn	8,8 —

Hoeveel oorzaken zijn er en zullen er blijven, en hoeveel die uit den oorlog zijn voortgevloeid, waardoor een kind in zijn vorderingen ter school met één jaar vertraagd werd? Dit in acht nemende, mogen wij aannemen dat in het hiervoren aangehaalde geval $3 + 45,4 + 28,2 = 76,3$ t. h. der leerlingen *min of meer* regelmatig schoolvorderingen maakten; maar dan blijft er toch een aanzienlijk procent van 23,7 of ongeveer het 1/4 wiens vordering verre van het normale afwijkt.

Door het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen werd de aandacht der onderwijzers op dit allergewichtigste vraagpunt gevestigd.

Dat heeft reeds een eerste streven doen ontstaan om de achterlijkheid te keer te gaan.

Aanmoedigend is het dan ook het volgende in een der schoolkantons te mogen vaststellen :

	1924.	1925.
In de klas van hun levensjaar of één jaar vooruit.	45,7 t. h.	52,2 t. h.
Eén jaar achteruit	28,6 —	24,4 —
Twee jaar achteruit	15,2 —	15,1 —
Drie of meer jaar achteruit	10,5 —	8,3 —

Wij meenen dat, met de aandacht van de onderwijzers op dit vraagstuk van nationaal belang herhaaldelijk te vestigen, de toestand enkel gunstig kan beïnvloed worden en dat het daarom in de *verplichtingen* van het schoolhoofd zou moeten opgenomen worden, onmiddellijk na het opschuiven der leerlingen, bij den aanvang van een nieuw schooljaar, de statistiek van de achterblijvers op te maken en na te gaan, door een bijzonder onderzoek op de hoofdvakken, of het niet mogelijk is het procent der schoolsche achterlijken in zijn school nog te doen dalen.

We stellen dus de vraag of de heer Minister het niet gewenscht en uitvoerbaar acht, dat de schoolhoofden uitgenoodigd zouden worden, binnen de tien eerste

dagen van het schooljaar, bedoelde statistiek over zijn school aan den heer opziener over te maken, met de aanduiding der oorzaken die aanleiding geven tot het achterblijven van leerlingen? Men weze er verzekerd van, dat die kennisgeving, welke jaarlijks is te herdoen, het eer- en plichtgevoel zal aanwakkeren bij ons onderwijzerskorps, ten bate van een regelmatig opgaan der leerlingen in de opeenvolgende studiejaren der lagere school.

OORZAKEN.— Dat maar ± 50 t.h. der schoolkinderen in de klas van hun levensjaar zijn, moet voorzeker op verscheidene oorzaken berusten.

We willen vluchtig heenstappen over de onvermijdelijke oorzaken van het oogenblik, zooals al deze welke hun wortel hebben in de oorlogsperiode en die binnen enkele jaren tot het verleden zullen behooren.

Ook willen we niet in't bijzonder de aandacht vestigen op de blijvende oorzaken, zelfs in normale tijden, zooals kinderziekte, verhuizingen, enz., waardoor een schoolkind in zijn schoolsche vorderingen met een jaar *kan* maar daarom niet *moet* met een jaar vertraagd geraken.

Tevens, zooals de uitgebrachte verslagen der staatsopzieners van het lager onderwijs bewijzen, wordt de schoolbijwoning meer en meer regelmatig, en vervalt dus onregelmatig schoolgaan ook meer en meer buiten het kader van de oorzaken die aanleiding geven tot schoolsch-achterblijven.

Daarenboven zien we door een Koninklijk Besluit van 10 November 1925 den schoolplicht regelen voor kinderen van gezinshoofden met geene vaste verblijfplaats.

Moge binnen kort ook het vraagstuk der abnormale of zwakzinnige kinderen een degelijke oplossing vinden, die naar ons bescheiden meening alleen te treffen is door goed ingerichte internaten met daaraan toegevoegde beroepsscholen, waardoor het mogelijk wordt, zooals uitlagen bewijzen, dat opvoedbare abnormalen tot een schoolsche ontwikkeling worden gebracht van een 4^{de} of 5^{de} en soms wel een 6^{de} leerjaar en in de mogelijkheid verkeerden met 't werk van hun handen den kost te winnen.

Wij meenen dat de *grootte* oorzaak van het schoolsch achterblijven grootendeels gelegen is in een verkeerde opvatting van het *doel* der lagere school, de school onzer volksklasse.

Het is een gewichtige *pedagogische* waarheid :

« De school bestaat voor het kind en niet het kind voor de school ».

Van die waarheid uitgaande zou elk kind de hoogst mogelijke ontwikkeling, in overeenstemming met zijn persoonlijkheid, door het lagere onderwijs moeten genieten.

Door die ontwikkeling bedoelen wij voornamelijk *vorming* en niet zooveel geleerd-zijn, alhoewel wij den invloed van het onderwijs op de vorming niet onderschatten.

Evenwel is het waar dat 14-jarige leerlingen die, omwille van hun schoolsche kennis het maar tot een 4^{de} of 5^{de} studiejaar hebben gebracht, niet een half-schoolsche, maar een *misbegrepen* en *verkeerd geleide vorming* hebben gehad, omdat zij de laatste reeks van hun schooljaren in klassen hebben doorgebracht waar de lichamelijke, de verstandelijke, de zedelijke en de sociale opvoeding van 9-10-jarige leerlingen en niet van 13-14-jarigen werd beoogd en bewerkt.

Onze lagere school, beschouwd als volks- en vormingsschool, zou een midden moeten worden waarin elk normaal kind, het weze dan ook tegenover het schoolsch-leeren meer of min terughoudend, de acht leerjaren kan doormaken

tijdens zijn leerplichttijd. Het zou ten strengste moeten vermeden worden leerlingen twee jaar in hetzelfde leerjaar te houden en bij het « overzenden » der leerlingen zou meer acht moeten gegeven worden op hunnen ouderdom en hun karakterhoedanigheden dan wel op hun schoolsche kennis.

Wij weten ten stelligste dat, door 't involgen dier opvatting, niet alle 14-jarige scholieren in schoolsche kennis op $\pm$ gelijk peil zullen staan, maar wat meer homogeen en in de lijn der persoonlijkheid zal bereikt zijn, is de vorming waarop het kind, tegenover de school, een eisch mag stellen.

Is echter met ons huidige schoolinrichting dat doel te bereiken?

OPLOSSING. — Door statistieken wordt vastgesteld dat de leerlingen, *omdat zij een school bijwonen met eenjarige klassen*, niet *daarom* regelmatig opgaan; integendeel, de uitgebrachte statistieken schijnen er op te wijzen dat de kinderen in scholen van een tot vier klassen regelmatig opgaan dan in deze van vijf en meer klassen.

Het schijnt een anomalie te wezen dat de school die over de minste middelen beschikt, het best de schoolsche vordering maakt.

Echter kunnen we de vraag stellen of de klasse indeeling per studiejaar een voor- of nadeel is met het oog op de schoolsche vordering en ontwikkeling der leerlingen?

Dienaangaande zijn alle schoolmannen het niet eens en we zullen die vraag hier ook niet willen oplossen. De tegenstanders der indeeling per studiejaar doen als argument gelden dat, b. v., een lagere school, waarin de acht leergangen over vier klassen verdeeld zijn, tegenover een school met acht éénjarige klassen, veel middelen bij de hand heeft om het regelmatig opgaan der leerlingen te bewerken, die doorgaans in het tweede geval ontsnappen of niet worden toegepast.

In een lagere school, met vier klassen, heeft de onderwijzer zijn leerlingen twee jaren onder zijn leiding. Hier is het geen tasten en zoeken, jaar in en jaar uit, om te weten te komen hoe de leerling het best de kennis assimileert, door welke middelen hij het gemakkelijkst tot persoonlijken arbeid wordt aangezet.

In een klasse met twee leergangen, beweren zij, zullen doorgaans de vlugge leerlingen, zoowel als de zwakke tegenover het leeren, meer regelmatig volgen.

Er wordt door hen vastgesteld dat in éénjarige klassen veel meer tijd verloren gaat aan door soms overbodige herhaling van in een vorige klas aangeleerde leerstof, dan wel in twee- en meerjarige klassen en daarenboven dat in het eerste geval de onderwijzer nogal dikwijls den weg verspert der *actieve* methode, terwijl in het tweede geval de leerlingen zich meer persoonlijk opwerken; meer knappen durf toonen bij het aanvatten en uitwerken van een schriftelijke toepassing.

Als we het *modelreglement van 1922* raadplegen, voegen zij erbij, zouden we mogen veronderstellen dat daarin veeleer de klasse indeeling per graad en niet per leerjaar wordt aangeprezen, want we lezen in artikel 5: « Zoo de school uit meer dan vier klassen bestaat, zullen er parallelklassen mogen zijn welke elk uit minstens twee afdeelingen bestaan. In dat geval zullen de leerlingen zoo gegroepeerd kunnen worden, dat sommige klassen voorbehouden blijven voor kinderen die verachterd zijn in zake onderwijs. »

Daarentegen stellen wij in de laatste jaren, in 't bijzonder in de kleine steden en ook wel in de gemeenten, bij vergrooting en uitbreiding van scholen, een streven vast naar indeeling in éénjarige klassen, meenende dat een school met acht éénjarige klassen als een model-indeeling moet aangezien worden.

We meenen dat de strooming naar éénjarige klassen niet hoofdzakelijk het belang dient van het kind en zeker niet inwerkt om het vraagstuk van de achterblijvers te helpen oplossen op een meer gunstige wijze.

In deze dagen zijn machtige stroomingen, buiten en binnen de lagere school, nieuwe vaarwegen aan 't uitbedden met het doel een klassenstelsel te vinden dat zich beter aanpast aan de mentaliteit en aan het karakter van het kind in het algemeen en van de kinderen van onze dagen in 't bijzonder, en het past niet, — want stilstand is achteruitgang, — halstarrig de baken op de oude plaats te laten.

Proeven op dat gebied aangelegd in Amerika, Engeland, enz., en ook wel binnen de muren van ons land, zouden ons niet ongevoelig mogen laten in 't bijzonder met het oog op 't vraagpunt der achterblijvers.

Echter is een bruske omwenteling in zake indeeling der leerlingen nooit een voordeelige, aangezien het personeel tot het toepassen van die nieuwigheid moet opgeleid worden ; maar we meenen wel dat, tot oplossing van het vraagstuk der achterblijvers in onze lagere scholen, het zeer voordeelig zou zijn, dat de heer Minister aan de schoolbesturen van scholen met meer dan vier klassen het groote belang der goed georganiseerde parallelklassen deed uitschijnen en hen zou aanzetten den aangehaalden wensch van artikel 5 van het modelreglement toe te passen, waar het eenigszins mogelijk is.

Wij zien de mogelijkheid in, en achten het huidig onderwijzend personeel daartoe voldoende onderlegd, dat de scholen van vijf en meer klassen tot een *dubbele school* worden omgevormd, de eene voor de *vlugge* en de andere voor de *zwakke leerlingen*, voor wat het leeren betreft.

Zoo zou een lagere school met 8 éénjarige klassen, naar ons oordeel, veel beter het vraagstuk der achterblijvers kunnen bewerken en het overgroot pro cent der 14-jarige leerlingen tot een 4^e graad kunnen brengen, indien het stelsel der *dubbele school* er werd ingevoerd. Zulke school zou 4 klassen, elk van twee leerjaren, bevatten voor de vlugge leerlingen, en 4 klassen, elk van twee leerjaren, voor de zwakke leerlingen.

Zulke indeeling zou de ware actieve methode meer tot haar recht brengen :

de vlugge leerlingen in hun verstandelijken opgang niet tegenhouden en de zwakke leerlingen tot een hoogst mogelijk ontwikkelingspeil trekken ;

de lichamelijke, de moreele en de sociale opvoeding der zwakke leerlingen meer verzekeren ;

de onderwijzers meer genoeg doen smaken in hun werk, aangezien hun klas zou bestaan uit meer homogeen-ontwikkelde leerlingen, enz.

Het is stellig dat er, inzake school-geleerdheid, een merkbaar verschil zou bestaan tusschen leerlingen van den vierden graad van groep A en leerlingen van den vierden graad van groep B, aangezien het leerprogramma zou geschoeid en geïnterpreteerd geweest zijn naar het opvattings- en assimileervermogen der zwakke leerlingen voor groep B ; maar we kunnen ons eenigszins den hooger en graad in ontwikkeling voorstellen, welke, door toepassing van het stelsel der dubbele school, de leerlingen zouden genieten, die nu, met ons huidig stelsel, op 14-jarigen ouderdom de lagere school verlaten en het niet verder hebben kunnen brengen dan een 4^e, 5^e of 6^e studiejaar, omdat zij zwak zijn tegenover het leeren.

De heer Minister, in een omzendbrief van 19 November 1925, haalt de woorden aan door Prof. Masaryk graag herhaald : « De hervorming van het onderwijs is niets anders dan de hervorming van het onderwijzerskorps » en vindt

dat die gedachte veel waarheid bevat, en werkelijk wijst die gedachte een goede richting aan.

We meenen ook dat het vraagstuk der schoolachterblijvers een verzekerde oplossing zal vinden, wanneer het onderwijzerskorps volle geestdrift zal voelen voor een ander grondgedachte: « De school bestaat voor het kind en niet het kind voor de school ».

Ziedaar de trouwe samenvatting, meenen wij, van sommige verdienstelijke schoolmannen die denken dat het stelsel der « dubbele school » veel bijdragen kan om het getal der achterblijvers te verminderen. Ons doel was, enkel het zoo belangrijke vraagstuk ook eens langs die praktische zijde te onderzoeken en te belichten met de overtuiging dat deze oplossing de aandacht van den heer Minister zal gaande maken.

*
* * *

Hoedanig was, tijdens het verlopen jaar, de bedrijvigheid van het Departement van Kunsten en Wetenschappen op het gebied van ons lager, normaal, middelbaar en hooger onderwijs, alsmede op het gebied van Kunsten en Wetenschappen?

Welk initiatief heeft de Minister in deze onderscheiden takken genomen?

Onder deze twee hoofdpunten kan men feitelijk eene reeks vragen rangschikken welke in de Afdeling werden gesteld.

Wij zullen trachten daarop, ofschoon op onvolledige wijze, te antwoorden.

LAGER EN NORMAAL ONDERWIJS.

De achtbare Minister van Kunsten en Wetenschappen oefende zijne bedrijvigheid over al de vakken van het onderwijs. De begroting van 1926 wijst op 's Ministers initiatief op velerlei gebied; wij zullen het voornaamste daarvan vermelden.

Het tehuis voor schipperskinderen.

Artikel 5 der wet tot regeling van het lager onderwijs bepaalt « dat een Koninklijk besluit de wijze regelt waarop de gezinshoofden die geen vast verblijf hebben (schippers, foormannen, rondreizende kooplieden, enz...) de verplichtingen der wet moeten naleven ». Totnogtoe werd geen enkele bepaling getroffen om de kinderen dezer gezinnen in staat te stellen het lager onderwijs op onafgebroken wijze te genieten. De achtbare Minister heeft, te Antwerpen (Koninklijk besluit van 7 October 1925), een tehuis voor hen geopend. Deze poging kan op welslagen bogen: in het begin waren er acht leerlingen, thans zijn er 44. Anderdeels heeft het gebaar van den Minister het privaat initiatief aangemoedigd: nieuwe vrije inrichtingen werden dit jaar geopend.

Deze instellingen moeten een vast onderlijnd statuut krijgen: het ontwerp tot regeling van dit vraagstuk is thans aan de Wetgevende Kamers onderworpen.

Taalregeling in de scholen (Art. 20).

Naar aanleiding van een onderzoek door de inspectie ingesteld, werd de Minister er toe gebracht de toepassing te onderzoeken van artikel 20 der organieke wet op het lager onderwijs in zake taalregeling.

Het vraagstuk wordt geregeld door den ministerieelen brief van 28 April 1926.

Klaar blijkt het, dat het onderwijs met de moedertaal als voertaal eene der oorzaken van overwerktheid en achterlijkheid der kinderen zal doen verdwijnen.

Verlofdagen en beschikbaarstelling van het onderwijzend personeel.

Sommige misbruiken hebben den Minister er toe gebracht eene reeks maatregelen te nemen met het doel den goeden gang van het onderwijs te waarborgen en de uitgaven in te krimpen met de afwezigheid van het onderwijzend personeel te bestrijden.

Bij Koninklijk besluit van 12 Augustus 1925, wordt de wachtwedde afgeschaft van de onderwijzers beschikbaar gesteld wegens ziekte, indien de betrokken personen in de vereischten verkeerren om, op hunne vraag, op pensioen te worden gesteld en indien bevonden wordt dat zij voor goed buiten staat zijn om hun ambt uit te oefenen, of indien bevonden wordt dat zij in staat zijn om hun ambt waar te nemen en zij verzuimen dit te doen.

Bij omzendbrief van 14 Augustus 1925, wordt de contrôle geregeld van de verlofdagen wegens ziekte, contrôle die wordt uitgeoefend door de schooloverheid die het recht heeft zich van de ingeroepen redenen te vergewissen, hetzij met de betrokken personen door een geneesheer naar hunne keuze te doen onderzoeken, hetzij met ze voor het toezichtscomité te doen verschijnen.

De werking van de toezichtscomités wordt bij K. b. van 24 Februari 1926 vereenvoudigd en de geringe vergoeding der leden wordt er eenigszins bij verhoogd.

Wedde der onderwijzers.

Ten einde de vereffening der wedden te bespoedigen en het bestuurspersoneel te verminderen, werd de betrokken dienst heringericht en het gebruik ingevoerd van rekenmachines en van metalen fiches.

De schoolgebouwen.

In de behoeften van de schoolinrichting moet met spoed worden voorzien zonder de begroting al te fel te verzwaren; daarom is de Minister voorstander van barakken en half-vaste gebouwen in de plaats van zware, kostelijke steenen gebouwen. In zake schoolmeubelen, zullen de lessenaars, waarop de leerling ongemakkelijk zit, met voordeel vervangen worden door tafels en stoelen.

Tal van andere vraagstukken betreffende het lager onderwijs hebben 's Ministers aandacht gaande gemaakt. Doch, vermits vele daarvan eene vermeerdering van uitgaven — hoe gering dan ook — méebrachten, heeft men de verwezenlijking daarvan moeten verdagen: hier, zooals op elk ander gebied, moet alles worden beheerscht door den geldelijken toestand.

De 4^{de} graad en de voorbereidende leergangen der beroepsscholen.

De Minister heeft zijne bedoelingen betreffende den vierden graad in een schrijven nader bepaald.

Over het algemeen wordt aangenomen, dat de 4^{de} graad de logische voortzetting en de bekroning is van de eerste drie graden; dat die graad aan de kinderen, die de acht verplichte schooljaren niet hebben doorgemaakt, meer algemeene kennissen moet bezorgen. Wordt de leergang van handwerk er verder uitgebreid, staat er hij dichter in verband met de onderwezen vakken, hij is nochtans niet anders dan de voortzetting van den leergang van handwerk die begonnen werd in de bewaarschool en voortgezet in al de graden van de lagere school.

Betreffende de bestuursinrichting van de klassen van den 4^{den} graad, vallen drie mogelijkheden te bezien. De eerste twee zijn normaal : ofwel maken deze klassen deel uit van eene lagere school, ofwel zijn het zelfstandige klassen die een of meer scholen van dezelfde localiteit of naburige localiteiten bedienen. De derde mogelijkheid is de aanhechting aan eene dagschool voor beroepsonderwijs.

Over de derde mogelijkheid zijn betwistingen opgerezen, die hun oorsprong vinden in een ministerieel schrijven van 10 April 1926, waarvan de tekst volgt :

Brussel, 10 April 1926.

Aan de Heeren Hoofdopzieners van het Lager Onderwijs.

MIJNHEER DE HOOFDOPZIENER,

Bij het onderzoek der begrooting van mijn Departement in den Senaat, heb ik verklaard, in antwoord op eene vraag welke mij werd gesteld, dat het beroep pas moet gekozen worden na den leeftijd van 14 jaar en dat dienvolgens het kind dat *de acht lagere studiejaren* niet doorloopen heeft, niet op zijn plaats is in de vakschool.

Het schoolplichtig kind mag dus niet in een school voor bijzonder onderwijs ingeschreven worden ; het moet eerst een school met algemeen onderwijs bezoeken, welker leerplan overeenstomt met het lager onderwijsprogramma. Wat het kind betreft dat na acht jaren studie den 4^{den} graad nog niet heeft beëindigd, *niets belet dat het opgenomen worde in een vakschool met inhalingsklassen waarin de algemeene vakken onderwezen worden.*

De gezinshoofden die hun leerplichtige kinderen naar een instelling voor vakonderwijs zenden, kunnen dus niet beschouwd worden als zijnde in regel met hun verplichtingen inzake schoolplicht.

Men dient van af het begin van het schooljaar de aandacht van de gebrekkige ouders op dit punt te vestigen en hen uit te noodigen zich onmiddellijk in regel te stellen. Mochten zij weigeren, dan zou men te hunnen opzichte de toepassing der wettelijke strafmaatregelen moeten uitlokken.

Gelieve, Mijnheer de Hoofdopziener, bovenstaande onderrichtingen mede te deelen aan Uw medewerkers, die gehouden zijn ze na te leven.

De Minister,

CAM. HUYSMANS.

In het tijdschrift *Vers les Hdmanités Ouvrières* (April 1926, bladz. 167-174) schrijft de heer Hiernaux, bestuurder van de Université du Travail, te Charleroi, naar aanleiding van dezen omzendbrief het volgende :

« De ernstige zijde van een dergelijken maatregel zal aan niemand ontsnappen, maar het gevaar zal vooral gevoeld worden in het technisch onderwijs van heel het rijk. Want bij nadere ontleding zegt deze omzendbrief duidelijk dat men den vierden graad moet hebben beëindigd alvorens in een beroepsschool te kunnen treden. Hij beteekent ook dat de algemeene vakken, ingericht door eene technische onderwijsinstelling, en zelfs de klassen van algemeene lessen niet kunnen beschouwd worden als voldoende aan de wet op het verplicht lager onderwijs.

» De omzendbrief overschrijdt zelfs het kader van de schoolplicht, vermits hij spreekt over de technische scholen, en over het oprichten van inhalingsklassen voor degenen die den vierden graad niet hebben beëindigd.

Er zou niets tegen te zeggen zijn indien al de normale kinderen van veertien jaar oud den 4^{ten} graad beëindigden ; daar blijven wij echter nog verre af : ternauwernood 20 t. h. voleindigen de 8 lagere schooljaren. Wil dit zeggen dat de overige 80 t. h. abnormaal zijn of tenminste pedagogisch achterlijken ? Wij denken het niet, want alle vakscholen waren tot hiertoe gedwongen hun onderwijs te steunen op de kennis van het programma van den 3^{den} graad, en zij hebben zich daar wel bij bevonden.

Anderzijds hebben wij dikwijls meesters van het technisch onderwijs hooren klagen vooral over de methodes van sommige vierde graden « waar men soms afleert wat men in den 3^{ten} graad geleerd heeft » of ook « waar men aan de kinderen slechte werkgewoonten leert, slechte praktijken waartegen men gedurende zeer langen tijd moet ingaan ». Om die reden, zijn vele vakscholen verplicht geweest, als grondslag voor de eigenlijke technische studie, een of twee voorbereidende klassen in te richten voorbehouden voor de algemeene vakken, waar de meesters trachten in den geest van de leerlingen de onmisbare begrippen van het grondslagonderwijs ernstig in te prenten.

Welm, in 1921 heeft de heer Jules Destrée, Minister van Kunsten en Wetenschappen, aan wien men zijn oordeel gevraagd had betreffende de wettelijkheid van het bijwonen der voorbereidende lessen der technische scholen, het volgende geantwoord :

Ministerieel schrijven van 12 September 1921, aan den heer Schepene X...

Uw schrijven van 1 September l. l. stelt de vraag of het nog schoolplichtige kind de lagere school mag verlaten, na het zesde studiejaar te hebben beëindigd, om de lessen te volgen van eene beroeps- of nijverheidsschool.

De ouders voldoen aan de wet wanneer de inrichting waar hun kind wordt onderwezen, tenminste al de vakken van het programma van de lagere school aanleeren overeenkomstig de wettelijke voorschriften.

De lagere studiën omvatten vier graden elk van twee jaar.

Al mag in den vierden graad wel eene zekere plaats gegeven worden aan de vakopleiding, moet de vierde graad toch hoofdzakelijk de algemeene en wetenschappelijke opleiding der leerlingen aanvullen, en hij mag nooit het karakter aannemen van eene beroeps- of nijverheidsschool.

De wet wordt dus niet nageleefd wanneer het kind eene inrichting bezoekt waar het practisch onderwijs gespecialiseerd is met het oog op een bepaald beroep.

Evenwel, wanneer eene beroeps- of nijverheidsschool overgangsklassen heeft, die kunnen gelijk gesteld worden met de klassen van den vierden graad, waarin, naast het algemeen onderwijs met de noodige uitbreiding, een meer ontwikkeld vakonderwijs bestaat, is er niets dat de ouders moet beletten er hunne kinderen te doen aannemen.

Jules DESTREE.

» Wij staan dus tegenover twee ministerieele omzendbrieven, en het spreekt van zelf dat op administratief gebied de laatste van kracht is.

» De duidelijke tegenstelling van de twee beslissingen heeft ons echter aangezet na te gaan hoe eene zelfde wet voor twee verschillende verklaringen vatbaar is.

» Wanneer men de bespreking in de Kamer van Volksvertegenwoordigers, bij de stemming over de wet op het verplichte lager onderwijs, herleest, dan vindt

men in het antwoord van den heer Pouillet toenmaals minister van Kunsten en Wetenschappen, aan de heeren volksvertegenwoordigers Heynen en Buisset, dat alleen de omzendbrief van den heer Destrée in overeenstemming is met de wet.

De heer POULLIER. — Ik ga nu over tot het verband dat er feitelijk kan bestaan tusschen het onderwijs van den vierden graad en het vakonderwijs, vraagstuk dat werd opgeworpen door het amendement van den achtbaren heer Heynen, en door de amendementen van den heer Buisset. Nog andere collegas hebben deze kwestie overwogen, namelijk de heer Dallemagne, die zoo vriendelijk is met veel aandacht naar me te luisteren en die mij daarover meer dan eens gesproken heeft.

Het geldt hier nauwkeurig het standpunt aan te duiden van waaruit deze kwestie moet beschouwd worden, namelijk welke oplossing er dient gegeven aan de toestanden die voortvloeien uit het verband dat feitelijk bestaat tusschen het vakonderwijs en de bepaling van het wetsontwerp betreffende den vierden graad.

Ik ben van meening dat, zoo wij juist de vraagstukken die daarmede verband houden, omschrijven, het niet noodig is het antwoord te bekrachtigen door amendementen. Het volstaat de algemeene beginselen van ons bestuurlijk recht toe te passen.

Eene eerste vraag rijst op, namelijk deze : *welke vrijheid laat het beginsel van den leerplicht aan de kinderen die aan deze verplichting onderworpen zijn en de zoo genaamde « vakscholen » bijwonen?*

Zijn zij door het bijwonen van deze vakscholen ontslagen van den leerplicht?

Dit is een eerste punt.

Deze vraag, Mijne Heeren, wordt opgelost door het eerste artikel van het wetsontwerp. Volgens dit artikel betreft de verplichting het lager onderwijs; de ouders zijn verplicht aan hunne kinderen het lager onderwijs te verschaffen. En het artikel voegt er bij dat men deze verplichting kan naleven op twee manieren, hetzij door de kinderen naar eene eigenlijke lagere school te zenden, hetzij naar eene inrichting van een hooger en graad, den middelbaren graad.

Uit den tekst zelf van het eerste artikel blijkt dus dat de *verplichting slechts gaat over een minimum*. Dit minimum is het lager onderwijs, en dienvolgens wordt er voldaan aan de verplichting door het bezoeken van eene school waar dit minimum van kennis wordt onderwezen, welke ook de aard weze van deze school of hare inrichting.

Evenals het gezinshoofd aan de wet voldoet door zijn kind de lessen van de middelbare school te doen volgen, voldoet hij daaraan wanneer hij het kind naar eene school zendt waar het lager onderwijs gegeven wordt, maar waarvan het programma meer algemeene vakken omvat. *Wanneer dus eene vakschool het programma van het lager onderwijs, met inbegrip van den theoretischen en practischen vierden graad, versmelt met een meer uitgebreid of meer gespecialiseerd onderwijs, hebben degenen die deze school bezoeken meer dan voldaan aan de wet.*

Wanneer de ouders of de schoolbesturen het goed vinden aan het programma van den vierden graad van het lager onderwijs meer uitbreiding te geven, moet het hun natuurlijk vrij staan dit te doen.

De heer TROCLET. — Zal, bij voorbeeld, de vader wiens kind vanaf 12 jaar de middelbare school bezoekt, na 14 jaar in regel zijn?

De heer POULLET. — Hij zal in regel zijn.

De heer TROULET. — En wanneer het kind in een werkplaats werkt zal hij het dus niet zijn?

De heer POULLET. — *Neen, maar indien het kind naar eene vakschool gaat waarvan het programma de theoretische deelen van het algemeen onderwijs, met inbegrip van den 4^{den} lageren graad omvat, zal hij voldaan hebben aan de wet.* »

De verklaringen van den Minister van Kunsten en Wetenschappen, vóór de stemming over de wet, zijn dus zeer duidelijk.

Ziehier nu het besluit van den heer Hiernaux :

« Als besluit : het spreekt van zelf dat de heeren inspecteurs van het lager onderwijs na de onderrichtingen van hun hiërarchisch hoofd te hebben ontvangen, slechts een ding kunnen doen : ze toepassen. Zij hebben als plicht de ouders te dagvaarden die hunne kinderen van min dan 14 jaar zouden toevertrouwen aan technische scholen, en zij moeten zelfs de bestuurders van de technische scholen dagvaarden die deze kinderen zouden aangenomen hebben.

» Dit zal aan de rechterlijke macht, die alleen ter zake bevoegd is, toelaten de kwestie voor goed op te lossen en de rechtspraak vast te stellen, waarover geen de minste twijfel kan bestaan na lezing van de parlementaire bescheiden.

» De uitspraak van de rechters zal een eind maken aan de zoo lange en pijnlijke betwisting die door eenige leden van het lager onderwijs al te dikwijls werd opgeworpen.

» Wij meenen te weten dat de technische scholen van Henegouw zullen voortgaan kinderen van onder de veertien jaar aan te nemen en dat in eenige inrichtingen de oprichting van een voorbereidende afdeling, een echte vierde graad die ernstig zal aangepast zijn aan de noodwendigheden van eene nijverheidsstreek, een voltrokken feit zal zijn van af October aanstaande ».

Zoo luidt dus de meening van den Bestuurder van de Arbeidsuniversiteit van Charleroi, die ook de meening is van het grootste getal vakschoolbestuurders van het land.

Hooger vermelde omzendbrief bewijst dat de aanhechting van den 4^{en} graad aan de vakscholen niet naar den zin is van den heer Minister, omdat, zegt hij, in de overgrootste meerderheid der gemeenten de handenarbeid nog niet behoorlijk is ingericht in de eerste drie graden. Hij is van oordeel dat het moeilijk is een degelijk onderwijs met technische strekking in den 4^{en} graad in te richten zoo het in de eerste drie graden niet voorafgegaan is door een ernstig onderwijs in handenarbeid. De plaats van den 4^{en} graad valt dus binnen het kader van het lager onderwijs.

Maar het conflict heeft eene oplossing gekregen die door iedereen kan aangenomen worden. In een antwoord aan een achtbaren senator, heeft de heer Minister onlangs gezegd dat hij, met inachtneming van de bestaande toestanden, de bijwoning van voorbereidende klassen van een vakschool door schoolplichtige kinderen als regelmatig zal aanzien, op voorwaarde dat deze klassen zich schikken naar de vereischten van de wet tot regeling van het lager onderwijs, vooral wat betreft het minimum programma van algemeene ontwikkeling, en zich onderwerpen aan het toezicht van Kunsten en Wetenschappen.

Wat betreft de leerlingen van meer dan 12 jaar oud, die eene teekenacademie, een conservatorium of eene andere dergelijke instelling willen bezoeken, blijft het wel verstaan dat, van zoodra het algemeen onderwijs behoorlijk verzekerd is door de lessen in den voormiddag, de leerlingen van den 4^{den} graad die zulks

verlangen in den namiddag sommige particuliere lessen zouden kunnen volgen; deze lessen vervangen dan deze in handenarbeid welke over het algemeen gevolgd worden door de kinderen die den 4^{den} graad bijwonen.

OMWERKING VAN DE REGLEMENTEN EN PROGRAMMA'S VAN HET LAGER NORMAALONDERWIJS.

De reglementen en programma's van de lagere normaalscholen, die dagteekenen van 30 Maart 1923, hadden den duur van de eigenlijke normaalstudien op drie jaar vastgesteld en deden deze voorafgaan door twee jaar voorbereidende afdeling. Deze programma's hielden echter geene rekening met de overeenstemming die tusschen de verschillende onderwijstakken had moeten bestaan.

Teneinde dien toestand te verhelpen, werd door de nieuwe reglementen, in het *Staatsblad* van 10 Juni 1926 bekendgemaakt, de duur der eigenlijke normale studien op vier jaar gebracht en de duur der studien in de voorbereidende afdeling op één jaar verminderd.

Wij zijn van gevoelen dat de oplossing in dezen weg moet gevonden worden :

Het zou moeten volstaan dat de candidaten voor het eerste jaar der normale studien, door een examen bewijzen dat zij de leerstof kennen die op het programma van het voorbereidend studiejaar voorkomt, welke scholen zij ook te voren bezocht hebben. Zoo zou het principe van de overeenstemming onaangetast blijven en zou men geen enkelen candidaat uitsluiten die den vereischten graad van ontwikkeling bereikt heeft.

Hetzelfde zou moeten gedaan worden ten aanzien van de candidaten voor de voorbereidende afdeling. Het zou volstaan dat zij een examen afleggen over de leerstof der lagere scholen met vier graden, zooals het nu nog toegepast wordt.

Als overgangsmaatregel, teneinde de belangen te vrijwaren van de candidaten die zich voorbereid hebben tot het afleggen van de toekomstige toelatingsexamens, zou men, onzes dunkens, kunnen bepalen dat de drie toelatingsexamens volgens het bestaande stelsel zullen afgenomen worden.

De algemeene lijnen van het studienprogramma werden omgewerkt. Wij kunnen ze schetsen als volgt :

Het peil van de studien werd opgevoerd : de lagere normaalschool wordt met de oudere humaniora op gelijken voet gesteld ; de studie der Grieksche en Latijnsche talen wordt er echter vervangen door het onderwijs in de opvoedkunde en de methodenleer.

Nochtans streven de nieuwe programma's er naar, de studien te vereenvoudigen en de overspanning door schoolwerk te vermijden. Het al te schoolsche en al te oppervlakkige onderwijs wordt er vervangen door een meer levende en meer verdiepte studie van de leerstof ; die studie steunt op de actieve methoden en wil de vorming van den leerling verzekeren door zijn persoonlijk werk, onder de leiding van ervaren meesters.

Om dit doel te bereiken, wil de Regeering dat al de lagere normaalscholen, zoowel aangenomene als officiele, op volledige wijze met leermiddelen toegerust wezen, verzamelingen en laboratoria bezitten, alsook over eene behoorlijke bibliotheek voor leeraars en leerlingen beschikken. Het is ook juist met het oog op hetzelfde doel dat het regime van de « zelfregeering » ingevoerd werd in de Staatsnormaalscholen ; dit stelsel, op matige wijze toegepast, is bestemd om de schooljeugd er aan te gewennen zich volgens eigen inzicht goed te gedragen en niet uit vrees voor straffen die zij zou kunnen oploopen.

De beroepsformatie van de toekomstige onderwijzers werd niet uit het oog verloren, want in de nieuwe programma's wordt voorzien dat het laatste studiejaar bijzonder zal gewijd zijn aan de onderwijspraktijk.

Stippen wij nochtans aan, dat zoo de beroepsformatie van de toekomstige onderwijzers stellig niet mag verwaarloosd worden, de al te uitsluitende bezorgdheid voor de praktijk deze formatie niet schijnt in de hand te werken.

Het is vooral van belang aan deze jongelieden eene algemeene cultuur te verstrekken die met hun ouderdom overeenkomt. Onzes dunkens, kan de al te uitsluitende praktijk niet op voldoende wijze de belangstelling gaande houden van de jongelieden, daar op dien leeftijd de groote vraagstukken van de wijsgeerige en opvoedkundige wetenschappen zich niet zoo scherp stellen.

De studie van deze vraagstukken eischt trouwens eene geestesrijpheid die men te vergeefs zou zoeken op een minder ontwikkelden leeftijd. Deze richting volgen op dien leeftijd ook de humanoria die op zoo onbetwistbare wijze de algemeene vorming begunstigen.

Betreffende den tijd, die aan de onderwijspraktijk in de oefenschool dient voorbehouden te worden, heeft de achtbare heer Minister Huysmans zijn wil doen kennen, om in al de inrichtingen voor lager normaal onderwijs, de reglementsbeschikkingen dienaangaande in acht te doen nemen.

Het schijnt ons derhalve overbodig het aantal uren te vermeerderen, die onze toekomstige onderwijzers wijden aan de onderwijspraktijk in de klassen van de oefenschool.

*
* * *

Door deze belangrijke hervorming van de programma's te verzekeren, heeft de Minister van Kunsten en Wetenschappen zich ook bezig gehouden met de gezondheid van de leerlingen. In dien gedachtengang heeft hij vooreerst eene vroegere beschikking van het huishoudelijk reglement der Staatsnormaalscholen ingetrokken; krachtens deze beschikking waren de leerlingen verplicht, in den Winter zoowel als in den Zomer, te 5 1/2 uur 's morgens op te staan.

Deze gewoonte was door de dokters-hygiënisten en door de schoolhoofden reeds afgekeurd als zijnde bijzonder nadeeling voor de jongens en vooral voor de meisjes die hunne studiën doen tijdens hunne lichamelijke vorming. Tegenwoordig moeten de leerlingen te half zeven opstaan gedurende de twee wintertrimesters.

De heer Minister Huysmans heeft ook den datum veranderd van het groot verlof dat vastgesteld was van 1 Augustus tot 1 October. Het wordt dit jaar gesteld van 15 Juli tot 15 September, en men zal de mogelijkheid onderzoeken om het te doen aanvangen op 1 Juli. Deze wijziging zal voor gevolg hebben dat de schooljeugd niet meer aan een zwaar en afmattend werk zal onderworpen zijn gedurende de heetste maanden van het jaar.

Hervorming van het normaal onderwijs voor bewaarscholen.

De eerste systematische inrichting van het officieel normaal onderwijs voor bewaarscholen dagteekent van 30 Augustus 1921. Daar deze organisatie zekere leemten aanbood werd het gansch hervormd.

De duur van de studiën in de normale afdelingen voor bewaarschoolonderwijs wordt gebracht van twee op drie jaar. Het eerste jaar volgt op het achtste lagere schooljaar. In den loop van hunne studiën zullen de leerlingen eene school van verpleegsters doormaken, ahangende van het Ministerie van Binnenlandsche

Zaken en Volksgezondheid, evenals eene muziekschool waar zij de noodige begrippen zullen aanleeren van viool en piano. Zoo zullen de toekomstige bewaarschoolonderwijzeressen eene volledige beroepsvorming hebben verkregen : zij zullen de moderne methodes van het bewaarschoolonderwijs kennen, zij zullen kunnen teekenen, vertellen, kinderzang en kinderdans leiden, en de moederlijke zorgen besteden aan de kinderen die hun zijn toevertrouwd.

Betere benutting van het personeel.

Terwijl de specialisatie ten grondslag ligt aan ons middelbaar en hooger onderwijs, ontmoette men in het lager normaal onderwijs nog talrijke leeraars die belast waren met de meest uiteenlopende lessen.

De achtbare Minister heeft een eind gemaakt aan dien toestand die zeer schadelijk was voor het onderwijs : hij heeft beslist dat de leden van het personeel voortaan de vakken zouden onderwijzen voor dewelke zij bijzonder waren voorbereid door hunne vroegere studiën, en dat eene proeve van verticale verdeling van de lessen zou gedaan worden, zoowel in het middelbaar als in het normaal onderwijs. Men moet aan de bestuurders van de aangenomen normaalscholen de vrijheid laten hunne lessen te verdeelen zooals zij dit verlangen.

Deze specialisatie komt er ten slotte op neer, aan een zelfden leeraar een enkel vak toe te vertrouwen in de verschillende opeenvolgende klassen van het atheneum. Deze regeling, die men verticaal noemt, biedt een zeker getal ernstige voordeelen, waarop de achtbare heer Carnoy, verslaggever van de begroting in den Senaat, den nadruk heeft gelegd. De leeraar kan namelijk de lessen geven voor dewelke hij bijzondere studiën heeft gedaan, en hij kan veel beter gedurende talrijke jaren de vorderingen van den leerling volgen.

Deze proef diende gedaan te worden en wij moeten er de uitslagen van afwachten.

Om de toepassing van ditzelfde beginsel uit te breiden tot het toezicht in de normaalscholen, heeft hij dit versmolten, wat betreft de bevoegdheden, met het toezicht over de inrichtingen van middelbaar onderwijs. Door deze versmelting, heeft men aan elken inspecteur het onderwijstoezicht kunnen toevertrouwen, zoowel in de normaalscholen als in de atheneums, van het vak waarin hij zich heeft gespecialiseerd.

Herinrichting van den Verbeteringsraad.

Het werk van schoolhervorming door Minister Huysmans ondernomen bracht mede de herinrichting, op nieuwe grondslagen, van den Verbeteringsraad.

Deze Raad omvat tegenwoordig vier afzonderlijke afdelingen, in plaats van twee : eene afdeling voor het lager normaalonderwijs, eene afdeling voor het lager onderwijs, eene derde voor het bewaarschoolonderwijs en een vierde voor het middelbaar normaalonderwijs.

De oprichting van eene afdeling bewaarschoolonderwijs is eene echte nieuwigheid, die de aandacht van de schooloverheid, wij twijfelen er niet aan, op de bewaarschool zal vestigen, welke tot hiertoe wat veronachtzaamd werd en die nochtans in elke gemeente van het land zou moeten bestaan.

Onze collegas hebben onlangs mededeeling gekregen van een wetsontwerp tot herinrichting van het « Fonds der meest begaafden ». Het werd door de afdelingen onderzocht. Wij hopen dat er zoo spoedig mogelijk eene beslissing zal getroffen worden.

Ik hecht er aan, hilde te brengen aan de mooie daad van den heer Minister ten voordeele van de groote gezinnen : het is de eerste maal dat er een belangrijk crediet op de begrooting van zijn departement voorkomt (500,000 frank) ten gunste van het voorschotfonds van den Bond der Groote Gezinnen. Dit crediet vond overigens een tegenwicht in de vermindering van het voorziene getal studie-beurzen voor de leerlingen der normaalscholen.

MIDDELBAAR ONDERWIJS.

Uit een antwoord van den Minister op vragen die hem werden gesteld, blijkt dat hij zich aandachtig heeft beziggehouden met het overeenbrengen van de onderscheidene onderwijsgraden, namelijk met het leniger maken van het stelsel van den vierden graad, met den overgang van de lagere naar de middelbare school en naar de normaalschool, enz.

De Minister heeft twee bevoegde personen belast met het werk der herziening van de programma's van al de onderwijsgraden om er meer eenheid in te brengen en het overbodige, het overvullige te doen wegvallen.

De Minister die terecht bezorgd was om het belangrijk vraagstuk van de *overspanning*, waarover zoovele ouders klagen en die bij de gezondheidsbonden onrust verwekt, heeft begrepen dat het ingrijpen van de Regeering noodig was. De overspanning is niet een dier vraagstukken waarvoor de oplossing met een slag gevonden wordt. De oorzaken er van zijn talrijk : slechte physiologische werkvoorwaarden, slechte inrichting van den arbeid, te talrijke lesuren, onvoldoende schoollokalen, vermenigvuldiging van de huiswerken. Al deze vraagstukken werden aandachtig onderzocht en de Minister hoopt, dank zij de invoering van passende maatregelen, een einde te stellen aan een toestand die de gezondheid der kinderen schade berokkent en stellig voor de hoedanigheid van hun geestesarbeid nadeelig is.

Een eerste maatregel werd genomen wat betreft het huiswerk. Men heeft zich aan overdrijving schuldig gemaakt en de onderrichtingen van de voorgangers van den Minister werden niet nageleefd. Op 1 Mei 1926, heeft de Minister in een met redenen omkleeden omzendbrief, op gevoelige wijze, de huiswerken verminderd. Hij heeft aangedrongen op het hoofdzakelijk belang van de persoonlijke inspanningen van de leerlingen en op het belang van het werk dat door het kind ter school moet verricht worden.

Hij heeft de besturen van de inrichtingen van middelbaar onderwijs aange-maand tot bijzondere waakzaamheid. Er werden onderrichtingen gegeven aan de opzieners opdat zij er zouden voor zorgen dat de voorgeschreven maatregelen in acht genomen worden.

In denzelfden gedachtengang, ten einde de misbruiken te vermijden waartoe de examens zoo dikwijls aanleiding geven, vooral voor de jonge leerlingen, heeft de Minister de wedstrijden afgeschaft in de eerste twee graden der voorbereidende afdeelingen. Hij heeft tevens een regel vastgesteld voor de rangschikking van de leerlingen volgens het werk dat zij geleverd hebben gedurende het geheele schooljaar.

Onder de vraagstukken, die betrekking hebben op de onderwijsvakken, dient vooral aangestipt te worden, de oprichting van *leergangen van latijn* in de middelbare scholen van de gemeenten waar geen Koninklijk athenaeum, noch eene athenaeumafdeeling bestaat.

De omzendbrief betreffende de inrichting dezer leergangen, bepaalt dat een

leergang van latijn, met zes lesuren per week, moet ingericht worden in vorenvermelde inrichtingen, op voorwaarde dat ten minste tien leerlingen ingeschreven zijn om hem te volgen.

Statistiek. — Er bestaan thans 6 afdeelingen (12 klassen) in middelbare scholen voor meisjes, met 190 leerlingen, en 38 afdeelingen (52 klassen) in middelbare scholen voor jongens, met 666 leerlingen, te zamen 44 afdeelingen in Staatsmiddelbare scholen, met 64 klassen en 856 leerlingen.

De ervaring heeft bewezen dat de oprichting van deze klassen een heilzaam initiatief was. Na een jaar toepassing, is men algemeen van gevoelen dat deze leergangen moeten behouden en zelfs dat zij dienen uitgebreid te worden.

Het initiatief van den Minister van Kunsten en Wetenschappen dat in zekere mate de kennis van de oude talen veralgemeent, is van aard om de vrees te logenstraffen die zich in verschillende middens liet gevoelen en die het gevaarvan de beperking der humaniora goldt. Hiervan is geen sprake en wij kunnen met groote voldoening deze vaststelling doen.

De Minister van Kunsten en Wetenschappen heeft eveneens een omzendbrief onderteekend waarin bepaald wordt dat, na onderzoek van elke individueele aanvraag, *meisjes* mogen toegelaten worden in de middelbare scholen voor jongens, als deze gelegen zijn in gemeenten die verwijderd zijn van officieele middelbare scholen voor meisjes.

Men heeft aldus in al de humanioraklassen van de middelbare scholen, in de mate waarin er plaatsen beschikbaar zijn, de meisjes toegelaten die in de toegang- of overgangsexamens geslaagd zijn.

Gedurende het zomerverlof van 1925, heeft de Minister van Kunsten en Wetenschappene en nieuw studieprogramma voor de meisjes en een nieuwen lessenrooster in de Staatsmiddelbare scholen voor meisjes vastgesteld. Het nieuwe programma van algemeene studiën brengt overeenstemming tusschen het lager en het middelbaar onderwijs. Na de studie van het programma van den derden lagere graad, mogen de meisjes op regelmatige wijze hare studiën in de middelbare school voortzetten op voorwaarde dat zij gedurende het eerste jaar, zoo dit noodig blijkt, een aanvullenden cursus in de tweede taal volgen.

Teneinde den toegang tot de hoogere studiën voor de vrouwen te vergemakkelijken, wordt voor de meisjes ter middelbare school een programma ingevoerd dat nagenoeg geheel overeenkomt met dat van de jongensscholen. Een eerste en beslist voordeel van dezen maatregel is, dat hij voorloopig het gebrek aan Staatsinrichtingen voor middelbaar onderwijs van den hooger graad voor meisjes verhelpt; aan de oprichting van dergelijke scholen kan thans, wegens den bestaanden financieelen toestand, moeilijk gedacht worden.

In *taalopzicht*, heeft de Minister van Kunsten en Wetenschappen, aangaande het middelbaar onderwijs, maatregelen getroffen waarvan de toepassing reeds een aanvang nam en die van af het volgende schooljaar veralgemeend worden.

Volgens den Minister zijn deze maatregelen inderdaad bestemd om de leerlingen van de hoogere klassen der middelbare scholen toe te laten gemakkelijker de programmastof aan te leeren en tegelijk een meer werkelijke kennis van de landstalen bij hen te ontwikkelen. Deze maatregelen zijn de volgende :

1° De leergangen die niet betrekking hebben op de taalstudie worden in het Fransch gegeven in de Waalsche afdeelingen, en in het Vlaamsch in de Vlaamsche afdeelingen.

2° In de Vlaamsche afdeelingen wordt dagelijks, zoo dit mogelijk is, een ver-

plichtende herhaling der Vlaamsche leergangen van algemeenen aard ingericht, waarvoor de Fransche taal aangewend wordt. Het doel is aan de leerlingen eene meer volledige en practische kennis van de Fransche taal te geven, door de reeds onderwezen leerstof daartoe te gebruiken.

Van deze herhaling, die in ruime mate het huiswerk zal vervangen, zal eveneens gebruik gemaakt worden voor aanschouwelijke voordrachten, spreekoefeningen, enz.

3° Gelijkaardige herhalingen in het Vlaamsch zullen ingericht worden in de Waalsche afdeelingen van het Vlaamsche land. In de Waalsche afdeelingen van het Waalsche land zal dit maar moeten gedaan worden wanneer tien leerlingen het aanvragen, en het bijwonen zal enkel verplichtend zijn voor dezen.

Dit is eene poging die ons wel geschikt schijnt om het spreken van de tweede taal, waarover zoo dikwijls werd geklaagd bij onze Waalsche en Vlaamsche jeugd, te bevorderen. Men moet er natuurlijk de toepassing van afwachten om een vast oordeel uit te spreken, maar wij hopen dat deze in den ruimsten zin zal opgevat worden. Het zal een uitmuntend middel zijn tot onderling begrijpen, waarvan in laatsten aanleg de eenheid van het land baat zal vinden.

Voegen wij er bij, dat de proefneming van den heer Destrée, met de geheele vervlaamsching van eenige instellingen van middelbaar onderwijs, in drie athenaea's wordt voortgezet.

Wijzen wij nog, wat betreft de inspectie van het middelbaar onderwijs, op eene andere wijziging die aan het stelsel werd gebracht. De Minister heeft beslist dat de voorbereidende afdeelingen en klassen, gevoegd bij de inrichtingen van middelbaar onderwijs, zouden geïnspecteerd worden door de kantonnale inspecteurs van het lager onderwijs. Men begrijpt onmiddellijk het belang van een dergelijken maatregel. Zooals het past dat men de voorbereidende klassen toevertrouwt aan leeraars, die het diploma bezitten van onderwijzer of onderwijzeres, moet het toezicht van deze klassen toevertrouwd worden aan inspecteurs die meer bijzonder de ondervinding hebben van het lager onderwijs. Dit spreekt van zelf.

Vermelden wij ten slotte de verwezenlijking door den Minister van den wensch van den Volkenbond : « De Vereeniging verzoekt dringend de Regeerigen van de Staden-leden maatregelen te treffen om de schooljeugd het bestaan en het doel van den Volkenbond en de bepalingen van zijn Handvest te doen kennen ».

Een leergang van vier lessen is ingericht om aan dien oproep gevolg te geven. En de omzendbrief geeft een zeer volledig schema van deze lessen.

Wij keuren dit eenparig goed. De school zal op die wijze medewerken tot den Vrede dien de wereld met ongeduld verwacht. Het zal eene eer zijn voor ons onderwijs aan dit werk van vooruitgang te hebben meegewerkt.

Het lijkt mij van belang een staat op te maken van het schoolbezoek :

KONINKLIJKE ATHENAEA.

Waalsche streek en Brusselsche agglomeratie.		Vlaamsche streek.
1. Antwerpen,	»	900
2. Aarlen,	230	»
3. Ath,	123	»
4. Brugge,	»	198
5. Brussel,	604	»

Waalſche ſtreek en Bruiſſelsche agglomeratie.		Vlaamsche ſtreek.	
6. Charleroi,	614	»	
7. Chimay,	212	»	
8. Dinant,	126	»	
9. Gent,	»	413	
10. Haſſelt,	»	217	
11. Hoei,	165	»	
12. Elſene,	778	»	
13. Luik,	790	»	
14. Leuven,	»	401	
15. Mechelen,	»	265	
16. Malmedy,	180	»	
17. Bergen,	464	»	
18. Namen,	252	»	
19. Nijvel,	275	»	
20. Ooſtende,	»	416	
21. Thienen,	»	265	
22. Tongeren,	»	177	
23. Doornik,	258	»	
24. Verviers,	206	»	
	5,257		3,253
<i>Athenæum-afdeelingen, geſchecht aan middelbare ſcholen.</i>			
1. Aken,	»	16	
2. Bouillon,	46	»	
3. Diest,	»	55	
4. Stavelot (wetensch. afd.),	63	»	
5. Thuin,	75	»	
6. Virton,	76	»	
	260		77
Te zamen,	5,517		3,324

Te zamen voor het Rijk : 5,517 + 3,324 = 8,841.

MIDDELBARE STAATSSCHOLEN VOOR JONGENS.

1. Aarschot	»	337
2. Aken	297	»
3. Aalst : (4 ^e handelsafd.)	»	583
(bestuursafd.)	»	
4. Andenne	181	»
5. Antwerpen (handelsafd.)	»	942
6. Ath	235	»
7. Aywaille	237	»
8. Beaumont	91	»
9. Beauraing	99	»
10. Binche	202	»

Waalsche streek en Brusselsche agglomeratie.		Vlaamsche streek.
11. Blankenberge	»	145
12. Boom	»	486
13. Bouillon	25	»
14. 's Graven Brakel	348	»
15. Brugge (handelsafd.)	»	563
16. Brussel (2 ^e D.) (handelsafd.)	492	»
17. Châtelet,	312	»
18. Ciney,	103	»
19. Kortrijk,	»	107
20. Couvin,	63	»
21. Diest,	»	418
22. Etterbeek (handelsafd.)	305	»
23. Fleurus,	222	»
24. Flobecq,	102	»
25. Florennes,	60	»
26. Fontaine-l'Évêque,	127	»
27. Fosses,	156	»
28. Veurne,	»	188
29. Gent (handelsafd.) (bestuursafd.)	»	»
30. Gilly,	116	783
31. Gosselies,	160	»
32. Halle (handelsafd.),	»	»
33. Hannuit,	157	548
34. Hasselt,	»	»
35. Houdeng,	122	333
36. Hoei (bestuursafd.),	346	»
37. Jemmapes,	217	»
38. Geldenaken,	241	»
39. Jumet,	221	»
40. La Louvière,	222	»
41. Lessen,	300	»
42. Leuze	177	»
43. Lier	»	402
44. Limburg (handelsafdeeling)	244	»
45. Lokeren	»	318
46. Leuven	»	471
47. Maaseik	»	125
48. Mechelen (handelsafdeeling)	»	407
49. Marche (bestuursafdeeling)	160	»
50. Meenen	»	208
51. Bergen	351	»
52. Molenbeek	391	»
53. Moeskroen	172	»
54. Namen	145	»
55. Neufchâteau (bestuursafd.)	146	»
56. Nieuwpoort	»	215

Waalsche streek en Brusselsche agglomeratie.		Vlaamsche streek.
57. Ninove	»	223
58. Pâturages	163	»
59. Pecq	238	»
60. Peruwelz	283	»
61. Philippeville	73	»
62. Poperinghe	»	200
63. Quiévrain	252	»
64. Ronsse	»	439
65. Roëulx	146	»
66. Rochefort	159	»
67. Saint-Ghislain	189	»
68. Saint-Hubert	128	»
69. Sint-Niklaas (handelsafdeel.)	»	112
70. Sint-Truiden	»	282
71. Schaarbeek (handelsafdeel.)	481	»
72. Seraing	307	»
73. Zinnik (lat. afdeel.)	256	»
74. Spa	125	»
75. Stavelot	291	»
76. Dendermonde	»	279
77. Thuin	206	»
78. Tongeren	»	218
79. Turnhout (handelsafdeel.)	»	455
80. Verviers	187	»
81. Vilvoorde (handelsafdeel.)	»	244
82. Virton	156	»
83. Visé	352	»
84. Walcourt	48	»
85. Borgworm (handelsafdeel.)	256	»
86. Waver	174	»
87. Ieperen (handelsafdeel.)	»	256
Te zamen . . .	12,015	10,287

Geheele bevolking : 12,015 + 10,287 = 22,302.

MIDDELBARE STAATSSCHOLEN VOOR MEISJES.

1. Aalst	102	253
2. Andenne (hoogste klas)	136	»
3. Aarlen (handelsafd., hoogste klas)	»	»
4. Ath (handelsafd.)	168	»
5. Beaumont	68	297
6. Boom	»	»
7. 's Graven Brakel	135	323
8. Brugge	»	»
9. Brussel (1 ^{ste} district)	348	»
10. Brussel (2 ^{de} district)	349	»

Waalsche streek en Brusselsche agglomeratie.		Vlaamsche streek.
11. Charleroi (handelsafd.),	»	»
(hoogste klas)	596	218
12. Diest	»	»
13. Dinant	116	230
14. Hasselt	»	»
15. Hoei (handelsafd.), (hoogste	»	»
klas)	268	»
16. Elsenne (hoogste klas)	377	»
17. Jumet (hoogste klas)	214	»
18. La Louvière (hoogste klas)	190	»
19. Lessen	85	251
20. Lier	»	131
21. Lokeren	»	499
22. Leuven	»	»
23. Mechelen (handelsafdeeling)	»	382
(hoogste klas)	»	»
24. Malmédy	115	»
25. Molenbeek (handelsafdeeling)	»	»
(hoogste klas)	398	»
26. Bergen	216	»
27. Namen (hoogste klas)	261	81
28. Nieuwpoort	»	110
29. Ninove	»	375
30. Oostende	»	»
31. Pecq	46	»
32. Peruwelz (hoogste klas)	128	»
33. Schaarbeek (handelsafdeeling)	»	»
(hoogste klas)	429	»
34. Seraing	250	»
35. Zinnik	164	»
36. Spa	32	»
37. Dendermonde	»	205
38. Thienen	»	297
39. Doornik (hoogste klas)	139	»
40. Verviers	346	»
41. Vilvoorde	»	215
42. Waver	136	»
43. Visé	66	»
44. Pâturages	71	»
	5,949	3,867

Geheele bevolking : $5,949 + 3,867 = 9,816$.

HOOGER ONDERWIJS.

Wat de Staatsuniversiteiten betreft, moet men een noodkreet slaken. De inkrimping der uitgaven heeft hare uiterste werking doen gevoelen. Dat kan men

vaststellen, wanneer men de credieten der Gentsche Universiteit voor 1913-1914 gemiddeld cijfer der twee jaren) vergelijkt met die voor 1926.

Bestendige Lasten.

a) *Credieten voor de bibliotheek en de laboratoria's.* — Het gemiddeld cijfer der credieten op deze littera in 1913 en 1914 aangevraagd, bedroeg 152.650 fr., dat is een weinig meer dan 43 t. h. van het crediet-« materieel » der Universiteit (351.974 frank).

In 1926 heeft men 356.000 frank aangevraagd; de vermenigvuldiger in verhouding tot 1913-1914 is dus slechts 2.38. De credieten voor wetenschappelijke zaken vertegenwoordigen nog slechts 26.7 t. h. van het bestendig crediet - « materieel » (met inbegrip van de uitgaven van den Centralen Dienst voor Drukwerk — 1.403.000 frank). Elk commentaar over deze cijfers is overbodig; het is inderdaad bekend dat het indexcijfer voor chemische producten en drukwerk ruim 550 overschrijdt; wanneer onze bibliotheken en laboratoria's zelfs het indexcijfer aannemen, dan bekomen zij nog maar 43 t. h. van hetgeen zij vóór den oorlog ontvingen. Ik meen dus dat de credieten op deze littera niet verder kunnen ingekrompen worden, te meer daar te toepassing der wet van 31 Juli 1923 op het taalgebruik de oprichting van nieuwe laboratoria's eischt.

b) *Credieten voor de algemeene diensten* (verwarming, verlichting, schoonmaak, mobilair, gas voor de laboratoria's, kantoorkosten, enz.). — Vooreerst wijs ik er op, dat deze credieten in 1913 en 1914 gemiddeld 199,324 frank bedroegen. In verband met het tegenwoordig indexcijfer (ongeveer 550) zou dit crediet thans 1.100.000 frank moeten bedragen.

Ondanks de uitbreiding der diensten welke noodzakelijk werd gemaakt wegens de wet van 31 Juli 1923, heeft de Gentsche Universiteit op verre na dit cijfer voor 1926 niet bereikt: zij bekomt 978.600 + 60.000 frank (drukwerk voor rekening van den Centralen Dienst) = 1,038.600 frank; de vermenigvuldiger is 5.2.

Talrijk zijn de behoeften der wetenschap waaraan geen gevolg werd gegeven!

Men moest aan de Gentsche Universiteit een laboratorium voor physica inrichten ten behoeve der leerlingen in het doctoraat; de aangevraagde credieten beliepen 20,000 frank en werden geweigerd.

Een laboratorium voor analytische chemie moest worden opgericht. Vóór de stijging van den wisselkoers werd dit werk op 160,000 frank geraamd. De uitgaven werd niet voorzien voor 1926. Zal men de zaak in 1927 kunnen verwezenlijken?

De professor van experimenteele geluidsleer heeft geen laboratorium. Men moest insgelijks een laboratorium oprichten betreffende het weerstandsvermogen van cement en gewapend beton. Doch vermits het departement over de vereischte credieten niet beschikt, was men verplicht ervan af te zien. Gelukkig dat het departement der spoorwegen tusschenbeide is gekomen in de oprichting van het hydraulisch laboratorium. Dergelijke laboratoria's bestaan in het buitenland en zijn er flink toegerust. In deze laboratoria's bestaan afbeeldingen op groote schaal van de stroomen en de waterwerken, terwijl dit alles in onze Universiteiten ontbreekt.

Te Gent zou insgelijks een laboratorium voor urineleer moeten opgericht worden. De faculteit wenscht den leergang op te richten, doch vraagt zich af, of het niet beter is, alvorens nieuwe leergangen tot stand te brengen, aan de

bestaande leergangen en klinieken de vereischte toelagen te bezorgen om deze op betamelijke wijze te laten werken.

Om een gedacht te geven van den geldnood waarin de Staatsuniversiteiten verkeeren, zou men kunnen het geval aanhalen van het Montefiore Instituut te Luik. Dit moest beter ingericht worden. De stad Luik beschikte over de middelen niet; na jaren wachters, vroeg zij eene leening aan op de Bezittingen van de Universiteit.

Luiksche hoogeschool.

I. — BESTENDIGE LASTEN.

a) *Credieten voor de wetenschap.* — Het gemiddeld beloop der credieten in 1913 en 1914 daartoe bestemd was 202,613 frank, hetzij 51 t. h. van het gezamenlijk credietbedrag voor het materieel (398,998 frank). In 1926 bekomt de hoogeschool 568,000 frank; de vermenigvuldiger, met betrekking tot 1913-1914, is slechts 2.8; de zoogenaamde credieten voor de wetenschap bereiken dus nog slechts 40 t. h. van het gezamenlijk bedrag der credieten voor het materieel (1,430,000 frank, de 65,000 frank inbegrepen die ingeschreven zijn op de rekening van den Centralen dienst voor Drukwerk).

De toestand is, wat dit betreft, ietwat beter te Luik dan te Gent; hij is echter toch betreurenswaardig, vermits de vermenigvuldiger niet veel meer dan de helft van het huidige index-eijfer beloopt (550).

De hoogeschool vraagt nieuwe credieten. Men moet de toerusting van de nieuwe werklokalen van het Montefiore-Instituut vollediger maken, de toerusting van de klinieken voor vrouwenziekten en voor verloskunde vernieuwen; het laboratorium voor industriele chemie en electro-chemie toerusten. Het geldt hier laboratoria die van het allergrootste belang zijn voor de nijverheid van ons land: het is wezenlijk ondenkbaar, om niet te zeggen onvergeeflijk, dat de technische faculteit te Luik bij gebrek aan toerusting bijv. niet bijdragen kan tot het onderzoek aangaande de kolendistillatie voor de verkrijging van minerale olie. Terwijl wij in die richting geen stap voorwaarts doen, houdt Duitschland zich bezig met de volmaking van verschillende bereidingswijzen, dank zij de laboratoria der technische scholen. Men moet de kliniek voor psychiatrie geldelijk begiftigen.

Hier staan wij voor een dilemma: bezuinigen, doch dan moet men het wetenschappelijk onderzoek en het onderwijs beperken, ofwel de geldmiddelen der hoogescholen vermeerderen. Kan er twijfel aangaande de keuze bestaan?

Men heeft de credieten voor de wetenschappelijke diensten reeds al te veel verminderd. Zoo men nog verder ging zou men het hooger onderwijs ernstig benadeelen en dienvolgens ook den economischen vooruitgang van het land.

b) *Credieten bestemd voor de algemeene diensten.* — In 1913-1914 bedroegen deze credieten 196,385 frank. In 1926 bedroegen zij 892,000 frank (met inbegrip van 65,000 frank voor buroelbehoeften, drukwerk, enz., gebracht op rekening van den Centralen Dienst voor Drukwerk). De vermenigvuldiger is slechts 4.54. Neemt men het index 550, dan vertegenwoordigt het crediet van 1926 niet de 5/6 van vóór den oorlog.

Het is niet zonder belang de credieten, gevraagd voor 1926 en voorzien voor 1927, te vergelijken met de gemiddelde som van de credieten toegestaan in 1913 en 1914 (en niet van de werkelijk gedane uitgaven, daar de oorlog de werkzaam-

heden der universiteiten heeft geschorst), die 807.565 frank bedraagt. De vermenigvuldiger is slechts 3.87, met een index van 550. Men mag zeggen dat, met inachtneming van het index, de gevraagde credieten nog slechts 387/550 van vóór den oorlog zijn, dus bij benadering de 7/10 (1). Dit cijfer zegt duidelijk welke poging tot inkrimping er werd gedaan in de Staatsuniversiteiten.

Ziehier, trouwens, de omstandige opgave, voor 1914 en 1926, van de voorziene bedragen : voor de Universiteit van Luik.

Universiteit van Luik.

LABORATORIA EN VERZAMELINGEN.		1914.	1926.		
<i>Wijsbegeerte en Letteren :</i>					
Bibliotheek van de faculteit.	fr.	10.000	24 300		
Leergang van kunst	{	-1.100	{		
				schoonheidsleer	650
				kunstgeschiedenis.	650
				egyptologie	650
				grieksche oudheidkunde	650
romeinsche »		250			
<i>Rechten en Handelsschool :</i>					
Invoerproducten		1.000	2.430		
Verhandelbare producten		700	1.700		
Aardrijkskunde op nijverheids- en handelsgebied. Han-					
dels- en zeevaarttoerusting		850	1.580		
Statistiek		500	430		
Handels- en staatkundige statistiek		500	2.000		
Handelskantoor		1.500	3.650		
Documentatie		1.500	3.650		
Land- en Volkenbeschrijving		500	1.220		
Koloniale plaatsbeschrijving		100	245		
Koloniale gezondheidsleer		500	500		
Koloniale aanbouwingen		400	730		
Taal		—	1.040		
Secretariaat Handelsschool		—	720		
Bestuursrecht		—	490		
<i>Wetenschappen :</i>					
Natuurkunde		11.000	13.850		
Sterrenkunde en aardmeetkunde		2.500	10.000		
Plantkunde		5.650	15.000		
Dierenkunde		7.370	18.220		
Delfstofkunde.	{	4.000	9.720		
Gesteentekunde			4.500		
Aardkunde.		—	11.000		

(1) Het is nog al moeilijk juiste cijfers aan te geven voor 1913 en 1914; de rekening van 1913 was inderdaad niet afgesloten toen de oorlog uitbrak. In 1913, bij voorbeeld, beliepen de gevraagde credieten fr. 791.790,05, met inbegrip van fr. 39.503,05 overdrachtercredieten of aanvullende credieten; de omstandige tabellen geven alleen de credieten aan die men zich voornam toe te kennen, hetzij 747,159 frank, alvorens te denken aan de aanvullende of overdrachtercredieten; van de fr. 791.790,05 is ten andere eene som van 73,110 frank naar de Schatkist teruggekeerd.

Paleontologie {	dierkundige	1.964	4.772
	plantenkundige	700	1.703
		15.400	27.115
Algemeene scheikunde		2.500	6.705
Analytische scheikunde		5.000	13.500
Aardrijkskunde		1.500	3.645
<i>Techniek :</i>			
Industrieel scheikunde		5.350	13.000
Toegepaste mechanica		4.000	12.000
Mijnbouw		973	2.500
Industrieel bouwkunde		410	1.800
Siderurgie		1.860	3.000
Metallurgie van andere metalen dan van ijzer		1.500	7.000
Spoorwegenexploitatie		500	1.500
Plaatsbeschrijving (technische).		400	1.500
Machine-bouwkunde		—	2.500
Verzameling van mechanismen.		1.286	1.800
Toepassing der electriciteit		5.828	20.000
Aardrijkskunde op handels- en nijverheidsgebied (techniek)		300	250
Beginselen van paleontologie (techniek)		250	650
Ontleedkunde en weefselleer		8.300	22.000
Embryologie		1.000	7.000
Vergeleken ontleedkunde		1.110	2.700
Pathologische ontleedkunde		4.950	13.200
Physiologie		5.800	15.500
Algemeene pathologie		1.169	3.100
Therapie		3.000	8.000
Gezondheidsleer		4.000	10.500
Toegepaste bacteriologie		3.000	8.000
Ziekten der warme landen		400	1.000
Heelkundige kliniek		6.210	10.500
Kinder-heelkundige kliniek			7.500
Intern-cliniek		5.000	13.000
Intern-polyclinische kliniek		2.000	»
Obstetrische kliniek		3.400	9.000
Gynaecologische kliniek		700	2.000
Dermatologische kliniek		2.250	6.000
Oor-, neus-, en keelheelkundige kliniek		1.800	4.800
Pediatrische kliniek		»	3.400
Oogheelkundige kliniek		2.600	7.000
Urologische kliniek		2.000	5.400
Geestesziekten		500	1.300
Radiologie		3.000	9.000
Bewegingsgeneeskunde		»	1.500
Wettelijke geneeskunde		2.000	5.440
Artsenijkunde		4.900	13.000
Analytische scheikunde (artsenijkunde)		3.200	8.500
Vergiftentheer		1.000	2.700

Eetwaren	2,600	4,300
Practische artsenijkunde	»	2,700
Photografisch studio	»	4,000
Algemeene bibliotheek	30,245	63,000

Ziehier de uitgaven voor de Universiteiten van Gent en Luik :

Gent		
	1913-1914.	1926.
Credieten voor wetenschappelijke doeleinden .	152,650	365,000
		2.38
Algemeene credieten	199,324	1,038,500
		+ 60,000
		5.2
Luik		
Credieten voor wetenschappelijke doeleinden.	202,613	568,000
		2.8
Algemeene credieten	196,385	892,000
		+ 65,000
		4.54

Men heeft de uitgaven voor de universiteiten zeer besnoeid. En toch zou men de noodige credieten moeten vinden :

1° Voor de inrichting, de toerusting, de lokalen die sedert 20 jaar bijna niet meer werden vermeerderd tenzij in zeer geringe mate te Gent.

2° De laboratoria zijn ontoereikend geworden, de bibliotheken veel te klein. Men mag zeggen dat op dit oogenblik onze universiteiten de vergelijking niet meer kunnen doorstaan met de talrijke buitenlandsche universiteiten.

3° De hervorming van het personeel heeft geen gelijken tred gehouden met de uitbreiding van de wetenschappen; zoo heeft een besluit van 1922 de plaats van geaggregeerde bij de verschillende universiteiten ingevoerd, maar tot hiertoe werd er nog geen enkele benoemd, en nooit werd er een crediet voorzien voor deze zoo noodzakelijke instelling.

4° De jaarwedden van de professoren aan onze universiteiten -- vrije universiteiten als Staatsuniversiteiten -- zijn niet in verhouding met deze welke worden toegekend in vele landen. In plaats van zich aan de wetenschap te kunnen wijden zijn vele onder hen verplicht hun tijd te besteden aan de praktijk van hun ambt. Men zou een premie moeten verleen en aan degenen die zich heel en al aan hun onderwijs toewijden.

Al deze opmerkingen betreffende de Staatsuniversiteiten gelden eveneens voor de twee vrije universiteiten van Leuven en Brussel. Deze lijden ook onder den tegenwoordigen financieelen toestand. Hun ontbreken ook de noodige middelen om zich op de hoogte te houden van den vooruitgang der moderne wetenschap. Wij zijn dan ook overtuigd dat de Kamer de toelage van 2 millioen, die zij noodig hebben voor hunne uitbreiding en de vervulling van hunne taak, zonder aarzelen zal hernieuwen.

In den loop van het jaar 1925 is de vervlaamsching van de universiteit van Gent toegepast op het eerste jaar doctoraat; zij is nog niet geheel voltrokken. In de faculteit van Geneeskunde en in de faculteit van de Rechten zal het tegenwoordige stelsel slechts toegepast worden over twee jaar.

Nieuwe vrije en facultatieve leergangen werden ingericht in beide universiteiten.

Met genoegen stel ik vast dat de Minister van Kunsten en Wetenschappen rekening gehouden heeft met de uitbreiding van onzen handel, door het inrichten aan de universiteiten van bijkomende leergangen van modern Grieksch, Arabisch, Japaneesch en van het Bantou-dialect.

Sedert lang heeft de Universiteit van Luik den wensch uitgedrukt dat een leergang van Congoleesch dialect zou ingericht worden in de Handelsschool. De Licenciaten in Handelswetenschappen moeten zich inderdaad kunnen voorbereiden voor de koloniale zaken.

De wet op het begeven der academische graden kon in de Kamer niet ter bespreking komen.

Een wetsontwerp zal eerlang ingediend worden tot verhooging van het inschrijvingsrecht aan de universiteiten. De ontvangst die daaruit voor den Staat zal ontstaan zal 850,000 frank bedragen. Het was tijd het bedrag van deze inschrijvingen aan te passen aan de tijdsomstandigheden.

Het ontwerp in zijn geheel lijdt ietwat aan overlading van het programma. Men mag zich afvragen of het niet wenschelijk zou zijn het getal lesuren van de studenten te beperken. Eenparig wordt erkend dat het programma van de faculteit van Wijsbegeerte en Letteren en dit van de faculteit van de Rechten al te zeer overladen zijn.

Het vraagstuk van het Wereldpaleis en van het Schoolmuseum heeft eindelijk zijn beslag gekregen. De Minister van Kunsten en Wetenschappen heeft ze versmolten. Daar de verzamelingen van de twee instellingen elkander aanvullen, werd een Dienst opgericht die een documentatiebureau is, een pedagogisch centrum waaromheen alle schoolinitiatieven zich kunnen groepeeren.

Omtrent de Schoone Kunsten, heeft de Minister van Kunsten en Wetenschappen het volgende initiatief genomen :

A. — MUZIEK :

1^o Invoering van een bijzondere leiding voor de Concerten van het Brusselsch Conservatorium;

2^o Vermeerdering van de Concerten door deze instelling te geven (4 tot 6) ;

3^o Instelling van een Comité belast met de keuze der op die Concerten uit te voeren Belgische werken ;

4^o Invoering van kamermuziek-concerten in dezelfde inrichting.

B. — PLASTISCHE EN GRAFISCHE KUNSTEN :

1^o Hoofdprijs der Plastische Kunsten ;

2^o Hervorming van den Prijskamp van Rome ;

3^o Oprichting van een Commissie tot aankoop van kunstwerken ;

4^o Hervorming van de regeling betreffende het inkomgeld in de Musca ;

5^o Afschaffing van het begeleiden der kunstwerken buiten Brussel verzonden ;

6^o Musca van het Jubeljaar-park : fotograaf (nieuwe betrekking) ;

7^o Nieuwe post van bestuurder van het Hooger Instituut te Antwerpen ;

8^o (In voorbereiding) :

Aanhechting van het Chineesch Paviljoen en den Japaneeschen toren aan de Musca van het Jubeljaar-park.

Oprichting van het Instituut voor Decoratieve Kunst.

C. — LETTEREN :

- 1° *Fransche* : Instelling van den hoofdprijs voor letterkunde ;
- 2° *Vlaamsche* : 1. De dienst der Vlaamsche letteren werd zelfstandig gemaakt ;
2. Hoofdprijs der Vlaamsche letterkunde ;
3. Vijfjaarlijksche prijs voor de kritiek en de verhandelingen op letterkundig gebied ;
4. Gebruik van de Vlaamsche taal voor de dienstnota's van deze afdeeling.

D. — OPENBARE BOEKERIJEN :

- 1° Afscheiding der credieten (Vlaamsche en Fransche naschoolsche boekerijen en werken) ;
- 2° Forfait voor reiskosten van de opzieners.

VERSCHILLENDE BEMERKINGEN.

1 Lager onderwijs.

A. — *De Staatsopzieners van het lager onderwijs.*

Verschillende collega's hebben de aandacht van den Heer Minister getrokken op den toestand dezer verdienstelijke ambtenaren. Dit is gansch gewettigd.

Het is immers een niet meer te bewijzen feit dat deze staatsambtenaren, in hun vooruitzicht op loonregeling, heel teneergeslagen en totaal ontgoocheld, kennis gekregen hebben van de besluiten der perequatiecommissie, eerst bij monde van het *Staatsblad* van 25 December 1924... en des te gegronder is hun reden van klagen, als men weet dat andere staatsambtenaren, die vóór den oorlog een inkomen hadden dat ongeveer overeenstemde met dat van een opziener, door de perequatiecommissie een jaarwedde werd toegekend die, vergeleken bij die der opzieners, nu van 4,000 tot 8,000 frank hooger staat.

Enkele voorbeelden :

	Vroeger.	Nu.
1) Maximum-wedde van een kantonnaal opziener . . . fr.	5,500	14,500
— — — bureeloverste (Ministerie van Wetenschappen en Kunsten)	5,400	18,000
2) Eenige ambtenaars wier jaarwedde eertijds ongeveer overeenstemde met die van een hoofdopziener van het lager onderwijs, trekken nu, hun maximum gesteld op 18,500 frank :		
Staatsagronoom	fr.	25,000
Hoofdopziener (Ministerie van Nijverheid en Arbeid)		26,000
» (Gezondheidsdienst)		27,500
Atheneumleeraar		21,000
Studieprefect		22,500
Bewaarder van het Staatsarchief		22,500
Opziener der normaalscholen		26,000
Opziener der openbare bibliotheken		27,500
Opziener van het Middelbaar Onderwijs		28,000

We staan hier werkelijk voor een feit van rechtsherstelling dat ten spoedigste een gunstige oplossing voor de opzieners van het lager onderwijs vereischt, temeer aangezien nu, voor velen onder hen, hun inkomen lager staat dan dit van

onderwijzers, onderwijzeressen en zelfs bewaarschoolonderwijzeressen, die hun ondergeschikt zijn.

Ik wil de aandacht van den Heer Minister, tenbate der opzieners vestigen, op een tweeden toestand, die maar al te dikwijls uit 't oog verloren gaat :

Een onderwijzer begint doorgaans zijn loopbaan op den ouderdom van 20 jaar ; in zijn verdere loopbaan verliest hij geen enkel dienstjaar en bereikt zijn maximumwedde na 30 jaren dienst in het onderwijs.

Een opziener die zijn loopbaan begint op den ouderdom van 35, 40, 45 of meer jaren, verliest voor zijn verdere loopbaan 5, 10, 15 of meer dienstjaren.

Waarom dit achteruitzetten van den onderwijzer die bevordering zoekt in de loopbaan van kantonnaal opziener en voor hem alleen? Immers een lagere onderwijzer, die bevorderd wordt tot onderwijzer of leeraar aan een Staatsmiddellbare school, aan een pupillenschool, aan een Staatsopvoedingsgesticht, behoudt voor het berekenen zijner weddeverhoogingen het voordeel van al zijn dienstjaaren in het onderwijs doorgebracht.

Wil men al deze wantoestanden met één trek doen eindigen en een loonrekening invoeren die gesteund is op gelijkheid en rechtvaardigheid dan moet aan den opziener het recht toegekend worden, alle dienstjaren in het onderwijs doorgebracht in rekening te mogen brengen *vanaf het elfde*.

B. — *De leerplicht.*

Tijdens de behandeling van de Begrooting van Nijverheid, Arbeid en Sociale voorzorg, hebben wij den bevoegden Minister op eene ongerijmdheid gewezen die in onze wetgeving op den leerplicht voorkomt.

Wij zegden onder meer : « Het kind is verplicht het lager onderwijs te volgen gedurende acht studiejaren. Dit achtste jaar eindigt in de maand Augustus ; welnu, indien het kind op dien datum niet ten volle 14 jaren telt, mag het niet gaan werken, en wel omdat, volgens de wet op den kinderarbeid, het niet aan het werk mag gezet worden alvorens 14 jaar ten volle te hebben bereikt. Kinderen die geboren zijn in September, October, November of December loopen dus als lediggangers op straat. Op dit gebied zou er moeten eene betere overeenstemming worden gebracht tusschen de wet op den leerplicht en die op den kinderarbeid. »

De oplossing moet worden gezocht in een akkoord tusschen de beide departementen. Doch op welke wijze? Wij meenen te mogen voorstellen dat het zou toegelaten wezen een werkboekje af te leveren aan elk kind dat in zijn 14^e jaar is en ten minste het 6^e schooljaar heeft doorgemaakt. Aldus ware, onzes dunkens, het vraagstuk opgelost.

Een lid van de Bijzondere Commissie heeft insgelijks fel aangedrongen op een akkoord van het Departement van Kunsten en Wetenschappen en dat van Justitie betreffende de toepassing van de wet op den leerplicht. Dit akkoord zou, volgens hem, vooral eene *gelijkvormige* toepassing der wet moeten beoogen over gansch het land. In sommige kantons zijn de vrederechters zeer streng in zake toepassing der wet. In andere wordt er maar zelden eene straf toegepast, in zooverre dat de ouders kunnen vaststellen dat de wet min of meer streng wordt nageleefd volgens de willekeur der schooloverheden en der rechters. Bedoeld lid haalde volgende cijfers aan : te Brussel hadden 800 onregelmatige afwezigheden slechts tot 3 vervolgingen aanleiding gegeven.

Meer gelijkvormigheid in de toepassing der wet is dus volstrekt noodzakelijk.

2. — MIDDELBAAR ONDERWIJS.

Talrijke leden drongen sterk aan op de ongewone werking van de voorbereidende afdeelingen in de middelbare scholen. Deze voorbereidende afdeelingen zijn eigenlijk klassen van lager onderwijs, doch met dat onderscheid dat zij in de meeste gevallen gegeven worden door regenten in stede van lagere onderwijzers.

Welnu, het staat vast dat, dewijl de lagere onderwijzers voor het lager onderwijs zijn opgeleid geworden, het hun toekomt in deze voorbereidende afdeelingen te onderwijzen; terwijl de regenten, inzonderheid gevormd voor het middelbaar onderwijs, hun plaats schijnen te moeten hebben in de leergangen welke werkelijk tot dit onderwijs behooren.

Het gebeurt dikwijls dat een regent, die zich in deze afdeelingen niet op zijn stuk gevoelt, er zoodra mogelijk zoekt uit weg te geraken. De geestdrift en de toewijding mangelen hem in de uitoefening van een ambt dat hij hoopt en weet slechts een tijdelijk bestaan te hebben, dit alles, klaarblijkelijk, tot groot nadeel van zijn onderwijs.

Anderzijds, werd vastgesteld, dat een groot getal leerlingen uitsluitend de voorbereidende leergangen in de middelbare scholen volgen, en die verlaten op het oogenblik dat zij in de eigenlijk gezegde middelbare school zouden moeten overgaan.

Alzoo deed een lid van de Bijzondere Commissie opmerken dat, wat zijn gemeente betreft, de middelbare meisjesschool 106 leerlingen heeft in de voorbereidende afdeeling, terwijl de middelbare afdeeling er slechts 19 telt.

Een ander lid, voor zijn gemeente, gaf daarvoor onderscheidenlijk de getallen 120 en 80.

Feitelijk, zijn die voorbereidende afdeelingen der middelbare scholen de lagere school — of een gedeelte daarvan — voor de kinderen der gewone burgerij of voor de kinderen welke zich voorbereiden voor plaatsjes van geagreëerde, klerk, enz.

Hun kenmerk van lager onderwijs is onbetwistbaar. De kinderen welke dezelve bezoeken tot hun 14^{de} jaar en die leerplichtig zijn, moeten dus worden aangezien als vallende onder de toepassing van deze wet.

De Minister heeft, te hunnen aanzien, dezelfde maatregelen genomen als die welke hij heeft toegepast op de kinderen die, tot hun 14^{de} jaar, de voorbereidende leergangen der beroepsscholen volgen, te weten : de verplichting tot een algemeen onderwijs zooals dit door het programma van de lagere scholen wordt opgelegd; met daarbij, het inspecteeren van deze leergangen door de opzieners van het lager onderwijs.

Gelet op de bovenvermelde beschouwingen, heeft de Bijzondere Commissie geoordeeld die maatregelen te moeten goedkeuren.

SCHOONE KUNSTEN.

Verscheidene leden der Bijzondere Commissie hebben er over geklaagd, dat een groot getal schilderijen, waaronder verscheidene kunststukken, opgeborgen blijven in de lokalen van het departement van Kunsten en Wetenschappen.

De wensch werd nogeens uitgedrukt, deze schilderijen zooveel mogelijk in bruikleen te zien zenden aan de gemeenten in het binnenland, waar zij, op de gemeentehuizen, in de teekenscholen en in andere openbare gebouwen, tot versiering zouden kunnen dienen.

De overige zouden door middel van veiling, of door het inrichten van een tombola, in de handen van het publiek kunnen overgaan.

Er werd ook aangedrongen opdat allerminst voor de toekomst een catalogus zou worden opgemaakt van al de schilderijen welke aan den Staat toebehooren, met den naam der gebouwen of gemeenten waar zij verblijven.

In den loop dezer bespreking werd ook gehandeld over de zeer nadeelige financiële voorwaarden waarin thans onze kunstenaars — en vooral de jongeren — hunne tentoonstellingen in de groote steden moeten houden. Het huren der zalen en het aankopen der kaders vraagt tegenwoordig van hen overdrevene geldelijke opofferingen.

Zou het niet mogelijk zijn elk jaar een *Kunstfoor* in te richten te Brussel? De kunstenaars zouden er hunne werken ten toon en te koop stellen mits tusschenkomst voor elk, van een evenredig deel in de algemeene kosten. Deze zouden natuurlijk dalen in verhouding met het getal deelnemers.

Een catalogus van al de tentoongestelde en te koop geboden werken, *vermeldende den verkoopprijs van ieder*, zou beschikbaar gesteld worden voor de bezoekers.

De bijzondere commissie is dit gedacht volmondig bijgetreden. Zij is zoo vrij het op gansch bijzondere wijze aan de aandacht van den achtbaren Minister te onderwerpen.

* . *

Wij meenen aldus de vraagstukken te hebben in het licht gesteld, welke in de afdeelingen en in de bijzondere commissie opgeworpen en besproken werden.

Laten wij om te sluiten den wensch uitdrukken, dat het komende jaar voor ons onderwijs en onze nationale kunst er een wezen moge van grooten vooruitgang en rijken oogst.

De bijzondere Commissie heeft, even als al de afdeelingen, de begroting goedgekeurd. Zij is verzekerd dat de Kamer deze stemmingen op haré beurt bevestigen zal.

De Verslaggever,

HENRI HEYMAN.

De Voorzitter,

A. RAEMDONCK.